

# LA MONTÉE DES EXTRÊMES DROITES EN EUROPE



## Collectif de Vigilance 69 contre l'extrême droite

Agir pour l'égalité, Attac, Collectif villeurbannais pour un rassemblement antilibéral, Comité de solidarité avec le peuple grec, Confédération nationale du travail - Éducation, Ensemble !, Europe Écologie les Verts, Fédération syndicale unitaire, Homosexualité et Socialisme, Ligue des droits de l'Homme, Mouvement français pour le planning familial, Nouveau parti anticapitaliste, Parti communiste français, Parti de gauche, Ras l'front, Réseau des MJC de Lyon, Solidaires - Éducation, Union nationale des étudiants de France

Septembre 2018 – Seconde édition augmentée

Ce document est une version revue, corrigée et augmentée de la brochure réalisée par le Comité de solidarité avec le peuple grec (CSPG) de Lyon lors de la Journée d'information publique « Organisons-nous contre l'extrême-droite » qui s'est déroulée à Lyon, Espace Jean Couty, le 11 novembre 2017.

Cette journée était organisée par le Comité de Vigilance 69 contre l'extrême droite avec la participation d'Acrimed , des Amis du Monde diplomatique, de la Coordination des groupes anarchistes (CGA) , et du Comité de solidarité avec le peuple grec (CSPG-Lyon).

Par rapport à la parution d'avril 2018, cette seconde édition se veut plus complète, avec une actualisation pour l'Europe du Nord (Danemark, Norvège, Suède, Finlande), l'Europe de l'Ouest (France, Allemagne), l'Europe du Sud (Italie), l'Europe du Sud-Est (Grèce, Slovénie, Bosnie, Serbie, Croatie, Bulgarie, Roumanie), l'Europe centrale (Autriche, Hongrie Pologne, République tchèque et un ajout pour la Slovaquie).

Contact : [contact.CSPG@laposte.net](mailto:contact.CSPG@laposte.net)

## ■ SOMMAIRE

- 5 Socle commun aux extrêmes droites en Europe
- 5 Mouvement pour l'Europe des nations et des libertés au Parlement européen
- 6 Frontex

### **Europe du Nord**

- 7 Danemark
- 8 Norvège
- 9 Suède
- 11 Finlande
- 12 *Mouvement de résistance nordique*

### **Europe de l'Ouest**

- 14 France
- 20 Royaume-Uni
- 21 Belgique
- 22 Pays-Bas
- 23 Allemagne

### **Europe du Sud**

- 26 Espagne
- 28 Portugal
- 29 Italie

### **Europe du Sud-Est**

- 33 Grèce
- 35 Slovaquie
- 37 Bosnie
- 38 Serbie
- 40 Croatie
- 41 Bulgarie
- 43 Roumanie

### **Europe centrale**

- 46 Autriche
- 48 Hongrie
- 50 Pologne
- 53 République slovaque ou Slovaquie
- 54 République tchèque



# LE SOCLE COMMUN AUX EXTRÊMES DROITES EN EUROPE

Nous employons le terme « extrêmes droites » au pluriel, mais la diversité des groupes n'empêche pas un socle commun qui pourrait se définir de la façon suivante :

- suprématie de la « race » blanche
- rejet de toute immigration qualifiée d'invasion « musulmane » voire « islamiste », xénophobie, islamophobie
- défense de la chrétienté occidentale
- anticommunisme
- opposition à la laïcité
- anti-avortement
- anti-homosexualité.

Depuis les années 1980, progressivement, on observe l'institutionnalisation des partis d'extrême droite, dont certains choisissent l'arrivée au pouvoir par le système électoral et deviennent des partis d'opposition, les élections démocratiques pouvant aussi conduire à une amplification des effets de séduction de l'idéologie d'extrême droite.

## **Mouvement pour l'Europe des nations et des libertés (MENL)** ***Movement for a Europe of Nations and Freedom (MENF)***

Le Mouvement pour l'Europe des nations et des libertés est une alliance de partis politiques européens d'extrême droite, fondé en 2014. Il a obtenu le statut de parti politique européen en 2015 et a reçu 1 170 746 €, plus 621 677 € pour sa fondation qui s'intitule Pour une Europe des nations et des libertés.

En 2018 son président est Gerolf Annemans (1958-), Belge néerlandophone, député européen depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2014, et qui a été président du *Vlaams Belang* de 2012 à 2014.

### **Il comprend six délégations de partis représentés au Parlement européen :**

Région flamande de Belgique	<i>Vlaams Belang</i> : Intérêt flamand
Italie	<i>Lega Nord per l'indipendenza della Padania</i> : Ligue du Nord
France	Front national
Autriche	<i>Freiheitliche Partei Österreichs (FPÖ)</i> : Parti de la liberté
République tchèque	<i>Svoboda a přímá demokracie (SPD)</i> : Liberté et démocratie directe
Pologne	<i>Kongres Nowej Prawicy (KNP)</i> , appelé généralement <i>Nowa Prawica</i> : Nouvelle Droite

### Élections du Bureau le 16 décembre 2017 :

Gerolf Annemans (*Vlaams Belang*, Belgique), président

Jean-François Jalkh (FN, France), trésorier

Janice Atkinson (Royaume-Uni)

Marine Le Pen (FN, France),

Nicolas Bay (FN, France),

Angelo Ciocca (Ligue du Nord, Italie)

Michal Marusik (*KNP*, Pologne)

Laurentiu Rebega (Roumanie)

Harald Vilimsky (*FPÖ*, Autriche)

#### À propos de FRONTEX

Acteur clé des politiques migratoires européennes de fermeture, FRONTEX ou Agence européenne pour la gestion de la coopération aux frontières extérieures des États membres de l'Union européenne, créée en 2004 et basée à Varsovie, a été rebaptisée en 2016 Corps européen de gardes-frontières et de gardes-côtes.

La Commission européenne lui a donné un mandat renforcé, lui permettant d'accroître sa capacité de coopération avec un nombre croissant de pays. Ce nouveau mandat augmente encore la dilution des responsabilités entre les États membres et l'Agence, ce qui vient encore renforcer l'impunité dont bénéficie cette Agence :

- augmentation des moyens dédiés à l'expulsion des personnes sans droit au séjour en Europe
- déploiement plus rapide aux frontières extérieures de l'UE
- possibilités d'activités de coopération hors du territoire européen
- transmission des données personnelles à Europol dans le cadre de la lutte contre le crime transfrontalier, le crime organisé et la lutte anti-terroriste
- interception des migrants et des réfugiés en haute-mer pour ensuite les débarquer dans « le port le plus sûr le plus proche » (Maroc, Tunisie, Algérie, pays des Balkans, Turquie, Lybie, Égypte).

Le 6 juillet 2017, ce nouveau mandat a été validé par le Parlement européen.

L'Agence européenne de gardes-frontières et de gardes-côtes ne dépend plus du bon vouloir des États membres, elle dispose dorénavant de moyens humains et d'équipements propres. Elle peut désormais se déployer aux frontières extérieures à l'Union européenne pour continuer la guerre contre les migrants et les réfugiés. Les États membres sont tenus de fournir une réserve humaine et matérielle à la nouvelle agence qui recrutera 1000 agents supplémentaires d'ici 2020.

Le budget a triplé depuis 2014. Il atteint 320 millions d'euros en 2018.

**VOIR :** <http://www.frontexit.org/fr>

Frontexit est un collectif qui regroupe des associations, des chercheurs et des individus issus de la société civile du Nord et du Sud de la Méditerranée à l'initiative du réseau Migreurop, coordonné par Migreurop et EuroMed Droits.

# EUROPE DU NORD

## ■ DANEMARK

### **Dansk Folkeparti (DF) : Parti du peuple danois**

Fondé en 1995, il faisait partie du groupe parlementaire européen Europe de la liberté et de la démocratie directe (EFDD) jusqu'en 2014 (*Vlaams-Belang*, Belgique ; *Les vrais Finlandais ; Mouvement pour la France*, Philippe de Villiers ; *L'Alerte populaire orthodoxe (LAOS)*, Grèce ; *La Ligue du Nord*, Italie ; *Ordre et justice*, Lituanie ; *Parti politique réformé (SGP)*, Pays-Bas ; *Pologne solidaire ; Parti pour l'indépendance du Royaume Uni (UKIP) ; Parti national slovaque*).

Le parti est dirigé par Pia Kjaersgaard du 6 octobre 1995 au 11 septembre 2012, et depuis le 15 septembre 2012 par Kristian Thulesen Dahl.

#### **Quelques dates :**

**22 mars 2002** : Une proposition de loi est déposée au Parlement de Copenhague pour supprimer le paragraphe du code pénal contre la discrimination raciale et le racisme. Le porte-parole du *DF* a tenu les propos suivants : « Cet article constitue un coup de frein à la liberté d'expression, et empêche beaucoup de dire ouvertement ce qu'ils ont sur le cœur de crainte d'être qualifiés de racistes. C'est inacceptable dans une société démocratique ».

**Novembre 2010** : Le Danemark, sous la pression du Parti du peuple danois, adopte des lois durcissant les conditions de regroupement familial et de séjour des étrangers.

**25 mai 2014** : Lors des élections européennes, les électeurs ont voté à 26,6 % en faveur du Parti du peuple danois (*DF*), mouvement eurosceptique et anti-immigrés, islamophobe.

**18 juin 2015** : Lors des élections législatives, ce parti devient la deuxième formation du pays. Le *DF* obtient 38 sièges, 16 de plus qu'en 2011. À noter que la propagande des sociaux-démocrates avait aussi choisi pour cible les étrangers et l'immigration, ce qui rendait difficile la distinction à faire avec le *DF*.

**Mardi 6 janvier 2016** : Le Parlement vote à une écrasante majorité (81 voix sur 109) la loi sur « le droit des étrangers ». Concernant les demandeurs d'asile, cette loi prévoit la confiscation de leur argent (au-delà de 10 000 couronnes, soit 1340 €) et biens de valeur, la diminution de leurs droits sociaux, l'allongement des délais prévus pour le regroupement familial et pour l'obtention d'un permis de séjour permanent.

**Samedi 24 septembre 2016** : Le *Danskernes Parti* ou Parti des Danois, créé en 2011 par Daniel Carlsen, ancien membre du *Danmarks Nationalsocialistiske Bevægelse*, parti néo-nazi,

## La montée des extrêmes droites en Europe

organise une distribution de « spray anti-immigration » dans la ville de Haderslev , là où la Croix-Rouge locale organise un camp de 140 demandeurs d'asile.

LE *DF* est un des premiers partis d'extrême droite en Europe à avoir infléchi sa stratégie socio-économique en intégrant le souci de justice sociale, et une plus grande tolérance concernant l'égalité des sexes et l'homosexualité : un laboratoire de l'extrême droite, suivi de près par Marine Le Pen.

---

## ■ NORVÈGE

### ***Fremskrittspartiet (FRP) : Parti du progrès***

Le 8 avril 1973, le Parti du progrès est créé à Oslo par Anders Lange (1904-1974), qui fut de 1930 à 1938 secrétaire de l'organisation fasciste *Fedrelandslaget* (Cercle de la patrie). Cette organisation a proposé Adolf Hitler et Mussolini comme candidats au Prix Nobel de la paix !

#### **Quelques dates :**

**2005** : le Parti du progrès devient le second parti représenté au *Storting* (unique chambre du Parlement norvégien) avec 22,1% des voix et il obtient 38 sièges.

**2006** : Carl Ivar Hagen (1944-) est président du Parlement de Norvège de 2005 à 2009, et président du Parti du progrès de 1978 à 2006. En 2005 il déclarera, lors d'une conférence à Bergen : « Ils [les musulmans] ont, de la même manière qu'Hitler, depuis longtemps dit les chose clairement, sur le long terme leur but est d'islamiser le monde. Ils sont venus de loin, ils ont été jusqu'en Afrique et ils sont maintenant en Europe, et nous devons les combattre ». Il quittera ses fonctions en 2006.

**6 mai 2006** : Siv Jensen (1969-) présidente du groupe parlementaire est élue présidente du *FRP*.

**Mars 2008** : Le *FRP* est crédité de 26,3% par un sondage.

**En 2009**, aux législatives, 23% des voix vont au *FRP*.

**Juillet 2011** : Attaque terroriste menée par Anders Breivik à Oslo et Utøya. Le tueur a été membre du *FRP* entre 1999 et 2006.

**2013** : 16,3% des suffrages aux élections législatives. Quarante ans après sa création, le *FRP* fait partie de la coalition au pouvoir avec le Parti conservateur et compte sept ministres au gouvernement.

**16 décembre 2015** : Nomination de Sylvi Lystaug au poste de ministre de l'Immigration et de l'Intégration, poste qu'elle occupera jusqu'au 17 janvier 2018. Elle dépose un projet



de loi sur l'accueil des étrangers qui va faire de la Norvège (pays n'ayant pratiquement pas de chômage et beaucoup de pétrole) le pays le plus restrictif d'Europe en matière d'immigration :

- expulsion de 517 mineurs en 2015
- installation d'une barrière en acier au poste-frontière de Storskog en Arctique
- durcissement des lois sur le droit d'asile : la période d'attente pour l'obtention d'un permis de séjour passe de trois à cinq ans, le regroupement familial ne peut se faire que si l'immigrant a travaillé au minimum quatre ans dans le pays, etc.

**11 septembre 2017** : La coalition réunissant *Høyre*, La Droite, ou Parti conservateur, et le *Fremskrittspartiet* (FRP), parti d'extrême droite, conserve la majorité absolue des sièges (89 sur 169) au Parlement. Erna Solberg, Premier ministre, est réélue pour la deuxième fois.

**17 janvier 2018** : Sylvi Listhaug est nommée ministre de la Justice

**16 mars 2018** : Amendement voté par le Parlement sur la déchéance de nationalité de terroristes sans que la décision soit soumise à un juge, les travaillistes votent contre.

**20 mars 2018** : Sylvi Listhaug accuse le Parti travailliste de « penser que les droits des terroristes sont plus importants que la sécurité de la nation ». La gauche et le centre proposent une motion de défiance contre la ministre, en soulignant que le 22 juillet 2011, les 69 personnes assassinées par le militant d'extrême droite Anders Breivik faisaient partie de la branche jeunesse du Parti travailliste. Sylvi Listhaug démissionne avant la motion de censure.

**VOIR** : <https://blogs.mediapart.fr/alan-confesson/blog/150917/en-norvege-la-droite-remporte-une-victoire-historique>

## Quelques autres groupes :

### **Fedrelandspartiet (FLP) : Parti de la Patrie (Fatherland Party)**

Il est fondé en 1990 par Harald Trefall, un dissident du Parti du progrès, qui s'était présenté comme leader du mouvement *Stop Immigration*. Ce parti finira par être absorbé par l'Alliance électorale blanche après 2008.

### **Hvit valgallianse : Alliance électorale blanche (White Electoral Alliance)**

Ce parti est fondé en 1995 par Jack Erik Kjuus, qui fut plus tard condamné pour avoir demandé la stérilisation forcée des migrants.

### **Demokratene**

Ce parti, fondé en 2002 par des dissidents du Parti du progrès, demande l'arrêt total de l'immigration en provenance des pays musulmans.

## ■ SUÈDE

### ***Sverige demokraterna (SD) : Parti des démocrates de Suède***

Ce parti nationaliste et anti-immigration, créé en 1988, réalise une percée historique en septembre 2014 aux élections législatives pour le renouvellement du *Riksdag*, Parlement suédois. Il devient ainsi la troisième force du pays avec 12,9% des voix, et compte 48 sièges au Parlement sur 349.

Le Parti des démocrates de Suède a vu le jour en 1988 après une scission avec le mouvement *Bevara Sverige Svenskt (BSS) : Conservons la Suède suédoise*, organisation raciste inspirée par le *British National Party (BNP)*.

Ses organisateurs, à l'origine en majorité membres de diverses organisations néo-nazies, Nouveau mouvement suédois (NSR) ou Front national socialiste (SNF), afin d'obtenir une représentation parlementaire, se présentent sous une image plus soft en s'inspirant du Front national français.

**9 septembre 2018** : Aux élections législatives, le SD obtient 17,6% des voix, soit 4,7% de plus qu'en 2014, et passe de 49 à 63 sièges au parlement, pendant que la coalition de gauche obtient 144 sièges et l'alliance de droite 142.

### ***VAM : Résistance blanche aryenne***

Ce mouvement s'est inspiré du terrorisme d'extrême droite aux États-Unis. Sur leur site internet on trouve : « Un racisme assumé. Les races existent, et nous avons le devoir d'agir en faveur de la nôtre. Nuire aux autres races n'est pas un objectif en soi, mais puisque les intérêts des autres races sont en conflit avec ceux de la nôtre, nous ne craignons pas de dire que nous n'attachons aucune importance à leur sort. [...] Une opposition totale aux Juifs, lesquels sont en réalité les membres d'un groupe tribal parasitaire qui excelle dans l'art de la destruction. »

### ***SMR : Mouvement de la résistance nazie***

Le 9 novembre 2013, 75 ans après la Nuit de cristal en Allemagne en 1938, plus de 80 néo-nazis ont manifesté à Stockholm contre l'arrestation des membres du mouvement grec néo-nazi Aube Dorée.

### ***Svenska motståndsrörelse : Mouvement d'opposition suédois***

#### ***Folkfronten : Front populaire***

Ces deux groupes veulent renverser la démocratie et seraient en partie responsables des

nombreuses agressions physiques ou des meurtres commis pour des raisons politiques ces dernières années sur le territoire suédois.

---

## ■ FINLANDE

L'émergence de l'extrême droite en Finlande s'est faite dans le sillage de l'effondrement de l'URSS.

### **Perussuomalais : Vrais Finlandais**

Le parti des Vrais Finlandais, devenu en 2011 le Parti des Finlandais, a été fondé en 1991.

#### **Quelques dates :**

**Avril 2011** : Aux élections législatives, les Vrais Finlandais gagnent 39 sièges avec 19,1% des voix. Certains membres de *Suomen Sisu* se sont présentés comme candidats à la députation du parti : Juho Eerola, Jussi Halla-aho, James Hirvisaari et Olli Imonen.

**Mai 2011** : Le parti d'extrême droite des Vrais Finlandais finalement renonce à rentrer dans le gouvernement : il est en désaccord avec le feu vert donné à l'aide au Portugal.

**27 septembre 2013** : James Hirvisaari, député du parti *Perussuomalaiset* (Vrais Finlandais) (39 députés sur 200 au total dans le Parlement), invite Seppo Lehto, un activiste d'extrême droite, dans la tribune du Parlement ouverte au public et le photographie faisant le salut nazi.

**27 mai 2015** : Timo Soini, leader du parti, est nommé ministre des Affaires étrangères et européennes.

**10 juin 2017** : Jussi Halla-aho (1971-), farouche adversaire du multiculturalisme, islamophobe et antisémite, succède à Timo Soini à la présidence du parti Vrais finlandais. Condamné en 2012 pour incitation à la haine raciale, suspendu de ses fonctions de député pendant deux semaines en 2014 – il avait affirmé que « l'Islam encourageait la pédophilie » et plus tard que la Grèce avait besoin « d'une junte militaire pour écraser les manifestants avec des tanks » – sa nomination provoque une rupture au sein du gouvernement.

**13 juin 2017** : Sur 37 députés du parti d'extrême droite « Vrais Finlandais », 20 démissionnent et fondent la Nouvelle Alternative, ce qui permet au premier ministre finlandais Juha Sipilä d'avoir la majorité absolue et d'annoncer une nouvelle coalition avec les centristes, les conservateurs et les 20 députés de la Nouvelle alternative.

## Quelques autres groupes :

### ***Suomen Vastaaainliike (SVL) : Mouvement de résistance finlandais***

**24 septembre 2016** : Environ 15 000 personnes se sont rassemblées dans les rues d'Helsinki afin de protester contre le parti néo-nazi Mouvement de résistance finlandais après la mort de Jimmy Karttunen agressé par des membres du Mouvement.

### ***Isänmaallinen Kansallisliitto (IKL) : Alliance patriotique nationale***

Dirigée par Matti Järviharju, cette formation, liée par un partenariat au FN français, est partisane d'une grande Finlande ethniquement pure.

### ***Suomen Sisu***

Créé en 1998, *Suomen Sisu* n'est pas un parti politique mais une association regroupant des patriotes finlandais qui défendent la culture et l'identité finlandaise. Le mot *Sisu* est un mot intraduisible qui signifie ténacité, persévérance, courage face à l'adversité. Leur principal cheval de bataille est l'arrêt de l'immigration et du multiculturalisme. Aux élections législatives du 17 avril 2011, Jussi Halla-aho, Olli Immonen, James Hirvisaari et Juho Eerolades, membres de cette association qui s'étaient présentés sous l'étiquette des Vrais Finlandais, ont été élus.

### **Les soldats d'Odin**

Les soldats d'Odin (dieu de la guerre dans la mythologie nordique) sont des groupes d'autodéfense d'extrême droite qui sont présents depuis 2017 dans 23 villes du pays où ils patrouillent pour défendre la population contre les « intrus islamiques ».

---

## ■ LE MOUVEMENT DE RÉSISTANCE NORDIQUE : *NMR*

Danemark : *Nordiske modstandsbevægelse (NMB)*

Norvège : *Nordiske motstandsbevegelsen (NMB)*

Suède : *Nordiska Motståndsrörelsen (NMR)*

Finlande : *Pohjoismainen vastarintaliike (PVL)*

**Dans le milieu des années 1990**, d'anciens membres du *Vitt Ariskt Motstånd (VAM)* : Résistance blanche aryenne, sortent de prison. En 1997, ils fondent le *Svenska motståndsrörelsen (SMR)* : Mouvement de résistance suédois, dont le journal est le *Folktribunen*.

Klas Lund (1968-) est le membre fondateur du parti, et depuis décembre 2015 le nouveau leader est Simon Lindberg (1968-).

Ils se réfèrent à la fois à Adolf Hitler (1889-1945) et à Corneliu Codreanu (1899-1938), Roumain, fondateur de la Garde de fer, la branche paramilitaire de la *Legiunea Arhanghelului Mihail* : Légion de l'Archange Michaël, qui avait formé un « escadron de la mort » fondé sur le culte de la mort et du martyr.

Aujourd'hui ils s'entraînent militairement au fin fond des forêts suédoises, leur principal cheval de bataille étant l'expulsion du territoire de tous les immigrés.

*Nationell Ungdom*: Jeunesse nationaliste, organisation néofasciste raciste, une branche du *NMR* suédois, a rejoint le Mouvement de résistance nordique.

**En 2016** se crée le Mouvement de résistance nordique, qui comprend les pays suivants : Suède, Finlande, Norvège, Danemark. Ils appellent à stopper toute immigration dans les pays scandinaves et à expulser tous les étrangers n'ayant pas de descendants nord européens.

**30 septembre 2017** : Plus de 10 000 personnes se sont rassemblées dans le centre de Göteborg en Suède pour s'opposer à la marche du Mouvement de résistance nordique (*NMR*), composée d'environ 500 membres, le jour de la Foire du livre et du Yom Kippour (la manifestation devait passer devant la synagogue). Des bagarres éclatèrent, Simon Lindberg fut arrêté.

**VOIR** : « La montée des droites extrêmes et populistes dans les pays nordiques », article par Cyril Coulet, 23 janvier 2012, Documentation française : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/pages-europe/d000440-la-montee-des-droites-extremes-et-populistes-dans-les-pays-nordiques-par-cyril-coulet/article>

# EUROPE DE L'OUEST

## ■ FRANCE

### **Bref historique des principales formations d'extrême droite en France**

#### **Action française (1898-)**

Sous la Troisième République, ce parti est le principal mouvement d'extrême droite. Charles Maurras (1868-1952), défend le retour à la monarchie et développe des théories comme le « nationalisme intégral » et « l'antisémitisme d'État ».

L'organisation des Camelots du Roi, le service d'ordre du parti, est très active entre 1908 et 1936, notamment pendant l'affaire Dreyfus. Directeur du journal *Action française*, Charles Maurras sera condamné après la guerre pour son soutien au régime de Vichy.

Ce parti est toujours très actif aujourd'hui.

#### **Occident (1964-1968)**

Fondé en 1964, dirigé par Pierre Sidos, ses références sont Charles Maurras, Robert Brasillach, Maurice Barrès, et sa propagande essentiellement anticommuniste. Le parti est dissous en novembre 1968.

#### **Groupe union défense ou GUD (1968-), en sommeil depuis la création du Bastion social**

Créé en 1968 par d'anciens membres d'Occident, le GUD est au départ l'organisation d'extrême droite étudiante de la faculté de droit d'Assas à Paris. Son logo est la croix celtique. Néo-fascistes, les militants du GUD revendiquent les actions violentes et manient fréquemment le manche de pioche et la barre de fer.

#### **L'Œuvre française (1968-2013)**

Parti fondé en 1968 par Pierre Sidos (1927-), après la dissolution du parti Occident. Mouvement nationaliste, pétainiste, antisémite, raciste, dissous le 23 juillet 2013, suite à l'affaire Clément Méric.

#### **Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (GRECE) ou Nouvelle Droite (1969-)**

Fondée en janvier 1969, cette « société de pensée à vocation intellectuelle », dont la tête

pensante est le philosophe Alain de Benoist (1943-), est un élément essentiel dans la refondation de l'extrême droite actuelle.

### **Ordre Nouveau (1969-1973)**

Fondé en 1969, actif jusqu'en 1973, son emblème est la croix celtique. Il a participé en 1972 à la création du Front national. Dissous par décret du Conseil des ministres, le 28 juin 1973.

### **Front national (1972-)**

Parti fondé en 1972, présidé par Jean-Marie Le Pen de 1972 à 2011, puis par Marine Le Pen depuis 2011. Le 11 mars 2018, au congrès du Front national, Marine Le Pen, réélue présidente, propose d'adopter le nom de Rassemblement national pour son parti.

### **Parti nationaliste français (PNF) (1983-)**

Fondé en 1983, son sigle fait référence au Parti national fasciste de Mussolini. Son porte-parole actuel est Yvan Benedetti.

### **Mouvement pour la France (MPF) (1994-)**

Longtemps dirigé par Philippe de Villiers, ce parti souverainiste n'a plus vraiment beaucoup d'activités.

### **Terre et peuple (1994-)**

Mouvement identitaire fondé en 1994 par Pierre Vial, un défenseur du suprémacisme blanc se réclamant du paganisme.

### **Mouvement national républicain (MNR) (1999-)**

Au congrès du Front national de janvier 1999 organisé à Marignane, une grande partie de cadres et d'élus du FN décident de faire scission en se ralliant à Bruno Mégret (1949-). Ils prennent en premier lieu le nom de Front national – Mouvement national, pour finalement adopter celui de Mouvement national républicain.

### **Debout la France (1999-)**

Parti fondé en 1999 par Nicolas Dupont-Aignan sous le nom de Debout la République qui prend le nom de Debout la France au congrès du 12 octobre 2014.

### **Bloc identitaire, devenu Les identitaires (2002-)**

Le Bloc identitaire, créé le 30 août 2002, actuellement Les identitaires, est un mouvement à l'origine français, qui s'étend dans toute l'Europe actuellement, violemment anti-immigrés, anti-islam, qui développe la théorie complotiste du « grand remplacement », et qui

## La montée des extrêmes droites en Europe

organise des distributions de « soupes identitaires » à base de porc. Les Identitaires contrôlent différentes associations, dont Jeunesses identitaires qui disparaît en 2012 pour être remplacée par Génération identitaire (voir plus loin).

### **Riposte laïque (2007-)**

Journal diffusé par le web et par courriel, fondé par Pierre Cassen, et dont la principale raison d'être est d'interdire l'islam en France. Seul l'islam est incompatible avec la laïcité !

### **Égalité et réconciliation (2007-)**

Association fondée en juin 2007 par Alain Soral (1958-), membre du FN de 2002 à 2008, Jildaz Mahé O'Chinal et Philippe Péninque (1952-), président du Groupe union défense (GUD) en 1975-1976 et conseiller de Jean-Marie Le Pen pendant l'élection présidentielle de 2007.

### **Nouvelle droite populaire (2008-)**

Parti fondé en 2008 par Robert Spieler (1951-), ancien député du Front national, fondateur du parti régionaliste d'extrême droite Alsace d'abord qu'il quitte en 2008. Proche du Bloc identitaire, il reprend les idées de suprémacisme blanc et lutte contre « l'islamisation ».

### **Parti de la France (2009-)**

Fondé en 2009 par Carl Lang (1957-), ce parti nationaliste rassemble de nombreux députés ou élus locaux hostiles à Marine Le Pen. Carl Lang se présente à l'élection présidentielle de 2012 sous la bannière de l'Union de la droite nationale, qui regroupe le Parti de la France, le Mouvement national républicain de Bruno Mégret et la Nouvelle droite populaire.

### **Ligue du Sud (2010-)**

Jacques Bompard (1943-), ex-fondateur du Front national, rejoint en 2005 le Mouvement pour la France de Philippe de Villiers qu'il quitte en 2010 pour fonder la Ligue du Sud, parti implanté essentiellement dans le Vaucluse.

### **Ligue du Midi (2010-)**

La Ligue du Midi s'inscrit dans la mouvance identitaire. Fondé dans le sud de la France par Richard Roudier, ce parti organise de nombreuses actions violentes sur le terrain, comme par exemple l'opposition physique à un Centre d'accueil de réfugiés à Montpellier en décembre 2016.

### **Souveraineté, identité et libertés (SIEL) (2011-)**

Parti souverainiste fondé par Paul-Marie Coûteaux, membre du Rassemblement bleu marine de 2011 à 2016, qu'il quitte le 5 novembre. Il s'oriente actuellement vers la mou-



vance identitaire. Aux élections législatives de 2017, il signe un accord avec les Comités Jeanne de Jean-Marie Le Pen, le Parti de la France, Civitas et la Ligue du Sud.

### **Dissidence française (2011-)**

Groupuscule fondé par Vincent Vauclin (1989-), dont le mot d'ordre favori est « Les nôtres avant les autres », qui, en 2015, lance une « campagne nationale pour la remigration », et revendique aujourd'hui une implantation dans plusieurs villes de France.

### **Front de défense de la France (FDF) (2012-)**

Organisation groupusculaire paramilitaire, qui veut « redonner à la France la place qui devrait être la sienne au sein de l'Europe Blanche » et lutter contre les envahisseurs que sont les migrants.

### **Génération identitaire (2012-)**

Génération identitaire, issu des Jeunesses identitaires est un mouvement francophone, qui fait partie de la mouvance identitaire. Il se fait connaître le 20 octobre 2012 par l'occupation du chantier de la mosquée de Poitiers. En mars 2016, une centaine de militants bloquent trois ponts reliant la jungle de Calais au centre ville. Le 25 novembre 2016, le slogan principal de leur manifestation à Paris était « Face aux islamistes : défendons l'Europe ».

### **Troisième voie pour une avant-garde solidariste (2012-2013)**

En octobre 2012, Serge Ayoub fonde le mouvement Troisième voie lié aux Jeunesses nationalistes révolutionnaires (JNR), groupe de skinheads néo-nazis. Après la mort du militant libertaire Clément Méric, membre de l'Action-antifasciste Paris Banlieue, le groupe auquel appartenaient les quatre skinheads inculpés sera administrativement dissous le 12 juillet 2013.

### **Les Caryatides (2013-)**

Groupuscule féminin néo-fasciste, pétainiste, issu de la Manif pour tous.

### **Volontaires pour la France (VPF) (2015-)**

Ce mouvement d'extrême droite s'est formé après les attentats du 13 novembre 2015. Il a pour but de « défendre l'identité française » [...], de « combattre l'islamisation du pays » et préconise la formation de petits groupes locaux. Il est présidé par Ivan Blot, ancien député européen Front national et par Antoine Martinez, ancien général de l'armée de l'air et président du Comité de soutien à Christian Piquemal (1940-), général radié des cadres de l'armée en 2016 après une prise de parole à Calais lors de la manifestation contre les migrants à laquelle participaient aussi les militants de PEGIDA. Le mouvement VPF compte

## La montée des extrêmes droites en Europe

parmi ses membres plus d'une cinquantaine de militaires et de membres des forces de l'ordre à la retraite.

### Réseaux Rémora

Marc Le Stahler, fondateur du site *Minurne - Résistance d'abord la France* et Luc Sommeire (1950-), ancien inspecteur des renseignements généraux sont les deux coordinateurs nationaux des réseaux Rémora, ou groupes clandestins d'autodéfense.

Le rémora est un petit poisson à ventouses transporté par les requins. Si l'on transpose, il s'agit de constituer des cellules de « rémoras » qui vont guider le requin dans ses attaques. Les cellules Rémora, composées de 4 à 7 personnes maximum et dispersées sur le territoire français, travaillent localement dans la clandestinité afin d'aider armée, gendarmerie et police en cas « d'attentats multiples, troubles locaux de type guérilla urbaine, etc. » Les cellules n'ont pas de liens entre elles, n'utilisent pas de téléphone mobile et communiquent en langage crypté sur Internet.

Le 14 juillet 2017, un accord a été passé entre le Cercle des citoyens patriotes dirigé par Christian Piquemal (1940-) et les réseaux Rémora.

### Civitas (2016-)

À l'origine c'est un institut fondé en 1999, qui devient en 2016 un parti politique dirigé par Alain Escada, un militant belge catholique intégriste. Le parti veut « rechristianiser la France » et a fondé la Coalition pour la vie et la famille, avec le soutien d'Aube dorée.

### Bastion social (mai 2017-)

Le Bastion social est une émanation du Groupe Union Défense (GUD), il s'inspire du mouvement italien *Casapound*, « les fascistes du troisième millénaire ». Dans de nombreuses villes de France, ils ouvrent des locaux : en un an il se sont implantés d'abord à Strasbourg, puis à Lyon (73 quai Pierre Scize), Chambéry, Aix-en-Provence, Angers, Clermont-Ferrand, et récemment à Marseille.

### Action des forces opérationnelles (AFO) (fin de l'été 2017)

Guy Sibra est un ancien policier marseillais. Adhérent du Front national quelques temps, il quitte le mouvement Volontaires pour la France pour former un groupuscule ultra-violent, dont le but est la guerre contre les musulmans.

**Le 24 juillet 2018**, Guy Sibra, ainsi qu'une dizaine d'individus, sont arrêtés, soupçonnés de vouloir tuer deux cents imams radicaux, d'empoisonner de la nourriture halal, ou encore d'organiser des attentats dans des lieux de prière, des librairies salafistes, etc. Quatre sont encore en détention provisoire, les autres ont été relâchés mais sont sous surveillance policière. Leur site (<http://www.guerredefrance.fr>) continue d'exister.

## Rassemblement national (juin 2018-)

Réunis à Bron, le vendredi 1<sup>er</sup> juin 2018, les militants du Front national votent à une large majorité (80,81% des voix) pour le changement de nom de leur formation qui devient le Rassemblement national. Le logo, emblème de la flamme, calque du logo de l'ancien Mouvement social italien (MSI), reste le même.

## Institut de sciences sociales économiques et politiques (ISSEP) (septembre 2018-)

Créé par Marion Maréchal Le Pen, cet institut privé veut être « une alliance savante des savoirs de l'entreprise et des affaires publiques ». Le conseil scientifique, composé de 12 membres, rassemble des universitaires, des chefs d'entreprises, des militaires, des personnalités intellectuelles françaises et étrangères toutes liées aux milieux de la droite ultra conservatrice et de l'extrême droite.

### **VOIR :**

**Principaux sites d'associations ou d'organisations qui fournissent une documentation complète et sans cesse enrichie sur les mouvements d'extrême droite—**

#### **La Horde, site antifasciste [Montreuil]**

<http://lahorde.samizdat.net/2016/12/07/cartographie-de-lextrême-droite-mieux-la-connaître-pour-mieux-la-combattre/>

— Cartographie qui présente un schéma de l'extrême-droite contemporaine en France

— Frise chronologique centrée sur le Front national depuis sa création en 1979 à l'initiative d'Ordre nouveau, jusqu'en 2014 (pour le moment, la mention à suivre étant apposée au bas de l'affiche).

### **VISA**

<http://www.visa-isa.org/panneau>

« VISA est une association intersyndicale composée d'une cinquantaine de structures syndicales : la FSU et plusieurs de ses syndicats, l'Union syndicale Solidaires et plusieurs de ses syndicats, des fédérations et des syndicats de la CGT, de la CFDT, de la CNT, de l'UNEF et le syndicat de la Magistrature. Depuis 1996, VISA recense, analyse et dénonce les incursions de l'extrême droite et plus particulièrement du Front national sur le terrain social. VISA se veut un outil d'information et de réflexion pour toutes les forces syndicales qui le souhaitent afin de lutter collectivement contre l'implantation et l'audience de l'extrême droite dans le monde du travail. » [Rubrique Qui sommes-nous ? du site]

#### **CONEX : Coordination nationale contre l'extrême droite**

<http://www.visa-isa.org/node/12736>

À l'initiative de VISA, le 16 février 2013, 14 signataires, essentiellement d'associations régionales ou locales, se regroupent en Coordination nationale antifasciste. Ils seront suivis d'autres signataires le 29 juin 2014.

#### **Coordination des groupes anarchistes de Lyon CGA 69**

<http://c-g-a.org/>

#### **Collectif de vigilance CV 69**

<http://collectifvigilance69.over-blog.com/>

## ■ ROYAUME UNI

### ***British National Party (BNP) : Parti national britannique***

Créé en 1982 par John Tyndall (1934-2005), il est dirigé par Nick Griffin (1959-) de 1989 à 2014, et actuellement par Adam Walker (1969-). Au départ anti-hindou, anti-sikh, il se veut aujourd'hui essentiellement anti-musulman. Il exige le retour des immigrés et de leurs descendants dans leur pays d'origine, le rétablissement de la peine de mort, s'oppose au mariage homosexuel et au multiculturalisme.

Aux élections européennes de 2009 il obtient deux députés européens avec 6,2% des voix en Grande-Bretagne et adhère à l'Alliance européenne des mouvements nationaux (AEMN).

Depuis, il a perdu beaucoup d'importance, concurrencé par l'*UKIP*.

### ***UK Independence Party (UKIP) : Parti pour l'indépendance du Royaume Uni***

Fondé en 1993 par Alan Sked (1947-), c'est un parti anti-immigration, eurosceptique, connu pour ses dérives racistes et islamophobes.

Il a obtenu 12,6% des voix aux élections générales britanniques en 2015. Ensuite sa notoriété diminue rapidement.

Nigel Farage (1964-), son chef, quitte la direction du parti peu après le référendum sur le Brexit. Paul Nutall est élu à la tête du parti le 28 novembre 2016.

### ***English Defence League (EDL) : Ligue de défense anglaise***

Le mouvement politique est formé le 27 juin 2009 par Tommy Robinson. Il combat l'islamisation de l'Angleterre. C'est un groupe violent qui a des liens avec les hooligans et avec la *Danish Defence League*, groupe d'extrême droite au Danemark. Des membres de l'*EDL* ont soutenu le Norvégien Anders Breivik pendant son procès.

### ***Britain First (BF) : Grande-Bretagne d'abord***

Fondé en 2011 par d'anciens membres du *British National Party (BNP)*, ce groupe paramilitaire milite contre l'immigration et contre l'islamisation du Royaume-Uni. Ses membres forment des « patrouilles chrétiennes » et envahissent les mosquées. Le président Paul Golding (1982-) et la vice-présidente Jayda Fransen ont reçu l'interdiction de pénétrer dans toute mosquée en Angleterre ou au Pays de Galles en décembre 2016, ce qui n'a pas empêché Golding de pénétrer dans la mosquée de Cardiff quelques jours après.

Des groupes fascistes étrangers militent sur le sol anglais, comme les Hongrois de *Jobbik*, la division *NOP* de Pologne ou le mouvement *Zjednoczeni Emigrand*.

### **Blood and Honour : Sang et honneur**

Un groupe musical néo-nazi, fondé en 1987, qui organise des *white power concerts against communism* et qui a des points d'ancrage dans divers pays (États-Unis, France, Allemagne, Espagne, Russie, pays des Balkans, etc.)

**VOIR** : le site britannique d'informations et d'actualités anti-fascistes :

<https://ukaktion.wordpress.com/2015/03/08/british-fascism-know-your-enemy/>

---

## ■ BELGIQUE

### **Vlaams Belang : Intérêt flamand**

Fondé en 1978 par Karel Dillen (1925-2007), ce parti porte le nom de *Vlaams Blok* jusqu'en novembre 2004. De 1978 à 2004 le *Vlaams Blok* connaît une ascension régulière jusqu'à obtenir, le 13 juin 2004, 24% des votes aux élections du Parlement flamand.

**14 novembre 2004** : Condamné par la justice pour racisme et xénophobie, le *Vlaams Blok* se dissout et change de nom pour devenir le *Vlaams Belang* (mêmes initiales VB).

Dix ans après, le parti passe de vingt à six députés au Parlement flamand, et un seul élu, Gerolf Annemans (1958-), au Parlement européen, ce au profit de la *Nieuw-Vlaamse Alliantie (N-VA)*.

Le *Vlaams Belang* fait partie du Mouvement pour l'Europe des nations et des libertés (MENL) qui a obtenu le statut de parti politique européen en 2015.

### **Nieuw-Vlaamse Alliantie (N-VA) : Alliance néo-flamande**

Parti politique né en 2001, il est actuellement dirigé par Bart De Wever (1970-), président de la N-VA depuis 2004, élu bourgmestre d'Anvers le 1<sup>er</sup> janvier 2013 avec 37,68% des voix et député fédéral depuis 2014. Il prône le nationalisme flamand (comme le *Vlaams Belang*).

**Mai 2007** : Bart De Wever assiste aux funérailles de Karel Dillen, le fondateur du *Vlaams Blok*.

**27 février 2011** : Pour fêter les 50 ans d'existence du *Vlaams Nationaal Jeugdeverbond* (Alliance de la jeunesse nationale flamande), De Wever assiste à la Fête nationale du Chant flamand à Anvers en compagnie de cinq mille nationalistes flamands dont des élus de la N-VA et des membres du parti d'extrême droite *Vlaams Belang*.

Aux élections fédérales de 2010 et 2014 et aux élections provinciales et communales de 2012 il y a transfert des voix du *Vlaams Belang* sur le candidat du *N-VA*.

**VOIR** : Le Web-journal de l'Observatoire belge de l'extrême droite : <http://www.resistances.be>

---

## ■ PAYS-BAS

### **Liste Pim Fortuyn (LPF) (2002-2007)**

La *Liste Pim Fortuyn* est un parti politique créé par Pim Fortuyn (1948-2002), assassiné par Volkert van der Graaf, un écologiste militant de la cause animale. Créé en 2002, populiste et islamophobe, il va connaître un succès électoral certainement influencé par cet assassinat commis 9 jours avant les élections, en récoltant 17% des 150 sièges à l'Assemblée. Ensuite, la *LPF* va rapidement décliner et sera liquidée en 2007.

Le *Parti pour la liberté* de Geert Wilders va reprendre nombre de ses thèses.

### **Partij voor de Vrijheid (PVV) : Parti pour la liberté**

**2006** : Geert Wilders (1963-) crée le Parti pour la liberté afin de se présenter aux élections législatives. Son parti n'est pas ouvert aux adhésions et il est financé exclusivement par des financiers privés. Il connaît ensuite une ascension fulgurante.

**2009** : Pour les élections européennes, il obtient 16,9% des voix et 4 sièges sur 25.

**2010** : Pour les élections législatives, il obtient 15,4% des suffrages, et 24 sièges sur 150, devenant ainsi la troisième force politique du pays.

**Fin 2010** : Geert Wilders est jugé pour « incitation à la haine raciale » à cause de son film *Fitna* et de sa proposition de faire figurer dans la loi « l'interdiction du Coran ».

**23 juin 2011** : Le tribunal d'Amsterdam le relaxe totalement.

**2012** : Les élections sont un échec pour Geert Wilders qui passe de 15 à 10%.

**2016** : Il fait l'objet d'un second procès pour avoir, au cours d'un meeting, demandé au public s'ils voulaient « plus ou moins de Marocains aux Pays-Bas ». La réponse du public ayant été « Moins ! Moins ! », il avait répondu : « Nous allons nous en charger ».

**Mars 2017** : Dans son programme électoral, on peut lire « fermer toutes les mosquées » et « interdire le Coran ». Si le parti libéral du Premier ministre Mark Rutte évite de justesse d'être renversé, l'extrême droite le talonne et se dit prête à participer au gouvernement, une collaboration qui sera refusée par l'ensemble des autres partis.

---

## ■ ALLEMAGNE

### **Alternative für Deutschland (AfD) : Alternative pour l'Allemagne**

Créé le 6 février 2013 par de nombreux économistes, dont Bernd Lücke (1962-), Konrad Adam (1942-) ancien journaliste à la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, Alexandre Gauland actuel président, avocat et journaliste de profession, Joachim Starbatty (1940-) juriste, Hans-Olaf Henkel (1940-) chef d'entreprise et président du *Bundesverband der Deutschen Industrie (BDI)*, Jörg Meuthen (1961-) économiste.

À la suite de l'élection de Frauke Petry (1975-) en juillet 2015, qui représente l'aile droite du mouvement, certains démissionnent.

**Septembre 2013** : L'AfD obtient 4,7% des voix aux élections législatives.

**Janvier 2016** : À l'image de ce qui se pratique déjà en Suisse, dans deux Länder, la Bavière et le Bade-Wurtemberg, les demandeurs d'asile sont désormais fouillés à leur arrivée. Leur sont confisqués biens de valeur, bijoux de famille et argent liquide si leur valeur excède 750 €.

**Janvier 2017** : Björn Höcke (1972-), l'un des fondateurs de l'AfD-Thuringe, est un nationaliste identitaire, qui participe à de nombreuses manifestations organisées par PEGIDA (voir ci-dessous). À Berlin, il déclare devant le Mémorial des Juifs d'Europe assassinés : « Nous Allemands sommes le seul peuple dans le monde à avoir construit un mémorial de la honte au cœur même de notre capitale » et suggère que « les Allemands ont un virage de 180 degrés à faire dans leur politique de commémoration. »

**24 septembre 2017** : Aux élections législatives, l'AfD obtient 93 sièges sur 709 au Bundestag avec 12,64% des voix. Pour la première fois un parti d'extrême droite siège au Parlement depuis la fin de la Seconde guerre mondiale.

**14 octobre 2017** : des « antifa » manifestent à la Foire du Livre de Francfort lors de la présentation du livre publié par les éditions Antaios, *Mit Linken leben* de Martin Lichtmesz et Caroline Sommerfeld, en présence du chef de l'AfD, Björn Höcke.

**22 octobre 2017** : Plusieurs milliers de personnes manifestent à Berlin pour protester contre l'entrée au Bundestag du parti d'extrême droite AfD.

**14 mars 2018** : Presque six mois après les élections législatives au Bundestag, la chancelière Angela Merkel est finalement réélue avec 364 voix sur 692 à la tête d'une coalition qui regroupe chrétiens-démocrates, chrétiens-sociaux (CDU-CSU) et sociaux-démocrates (SPD).

**17 août 2018** : Lors du voyage d'Angela Merkel à Dresde en Saxe, une équipe de télévision est sommée par un militant de PEGIDA de cesser de tourner : c'est alors que la police intervient, mais au lieu de prendre la défense des journalistes, elle les arrête pendant 45 minutes. On saura plus tard que le militant de PEGIDA était un policier en congé venu manifester son soutien aux « anti-islamistes ».

**26 août 2018** : À la suite du meurtre d'un Allemand imputé à un migrant irakien ou syrien à Chemnitz dans le Land de Saxe (là où l'AfD obtint 27% des voix aux élections législatives de 2017), une manifestation xénophobe menée par PEGIDA, l'AfD et des hooligans extrémistes de droite (*NS Boys* et *Kaotik Chemnitz*), organise une véritable chasse aux migrants dans la ville. Les manifestations du mouvement anti-immigration continuent durant une semaine entière avec saluts hitlériens des néo-nazis. La police est suspectée de collusion avec l'extrême droite. En même temps sont organisées des contre-manifestations, dont la plus importante a lieu le samedi 1<sup>er</sup> septembre.

## Autres formations d'extrême droite en Allemagne

### ***Nationaldemokratische Partei Deutschlands (NPD)* : Parti national démocrate d'Allemagne**

Fondé le 28 novembre 1964, le *NPD*, parti néo-nazi, est un parti raciste, antisémite, négationniste, qui présente la famille comme base de la société et prône la lutte contre l'immigration afin de protéger la *Volkssubstanz* : « l'essence du peuple allemand ».

**Été 2010** : La *Deutsche Volkunion (DVU)* : Union populaire allemande, fusionne avec le *NPD*.

**Depuis 2014** son dirigeant est Frank Franz. *Sozial geht nur national* : « le social ne peut être que national » est l'un de leurs récents slogans.

### ***Reichsbürgerbewegung* : Mouvement des citoyens du Reich**

Sévissant depuis les années 1980, ses groupes dispersés et sectaires, théoriciens du complot, se font aussi appeler « Ressortissants de l'État libre de Prusse ». Ces négationnistes qui rejettent la démocratie sont de plus en plus forts depuis les années 2010.

### ***Die Republikaner (REP)* : Les républicains**

Il a été fondé à Munich en 1983 par Ekkehard Voigt (1939-) avec Franz Handlos (1939-2013), dissidents de l'Union chrétienne-sociale en Bavière (*CSU*) et avec le journaliste Franz Schönhuber (1923-2005), membre de la *Waffen-SS* pendant la Seconde guerre mondiale.



## ***Patriotische Europäer gegen die Islamisierung des Abendlandes (PEGIDA) : Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident***

Ce mouvement, lancé par Lutz Bachmann (1973-) le 20 octobre 2014, organise des marches hebdomadaires dans la ville de Dresde. Ces manifestations ont connu une ascension fulgurante : 500 manifestants en octobre 2014 à Dresde, 1 700 le 10 novembre 2014, 5 500 le 24 novembre, 7 500 le 1er décembre, 15 000 le 15 décembre, 18 000 le 5 janvier 2015, plus de 25 000 (40 000 selon les organisateurs) le 12 janvier 2015.

**12 janvier 2015** : À la suite de l'attentat contre *Charlie Hebdo*, Lutz Bachmann appelle à une loi sur l'immigration et à l'expulsion de tous les « islamistes ».

Actuellement des branches de *PEGIDA* se développent partout en Allemagne et hors d'Allemagne. En France, lors d'une conférence de presse organisée par Riposte laïque, Résistance républicaine et le Bloc identitaire entre autres, Renaud Camus (1946-) a annoncé le lancement d'une section française de *PEGIDA*.

---

# EUROPE DU SUD

## ■ ESPAGNE

### **Francisco Franco (1939-1975)**

Le *Caudillo de España por la Gracia de Dios*, chef du *bando nacional* (*camp national*), puis chef d'État en même temps que chef du *Movimiento nacional*, le parti unique regroupant la Phalange, les Carlistes et les Nationalistes-syndicalistes, a dirigé pendant 40 ans une dictature qui n'a jamais faibli et qui a permis la constitution d'une base sociale politique fidèle, constituée essentiellement par l'Armée, l'Église catholique, les grands propriétaires terriens et les petits propriétaires. Le catholicisme était la religion d'État.

Depuis 1975, les gouvernements successifs ont toujours refusé d'interroger l'histoire, de travailler à la réhabilitation des républicains et à la reconnaissance des crimes du franquisme. Le président José Luis Zapatero a fait adopter par les députés du Congrès le 31 octobre 2007 une loi sur la mémoire historique qui inclut la reconnaissance de toutes les victimes de la guerre civile espagnole et de la dictature de Franco, mais n'autorise pas l'ouverture des fosses communes, tant réclamées par *los nietos de los vencidos* (les petits-enfants des vaincus). En décembre 2011, Mariano Rajoy (1955-), membre du Parti populaire, est élu, et l'on ne parle même plus du retrait des symboles franquistes dans l'espace public.

Le Parti populaire n'a jamais condamné la dictature de Franco. Il a intégré dans ses rangs les libéraux mais aussi l'extrême droite jusqu'aux ultra-catholiques de *Opus Dei*. Alors, certes, depuis 1982 le Parlement espagnol ne compte aucun député appartenant à un parti d'extrême droite, mais au sein même du Parti populaire au pouvoir, l'ombre du franquisme plane encore et exerce son influence.

### **Quelques formations d'extrême droite depuis 1975**

#### ***Falange Española de las Juntas de Ofensiva Nacional-Sindicalista (JONS)***

Nom choisi en référence à l'organisation nationaliste fasciste fondée en 1933 par José Antonio Primo de Rivera, qui eut un rôle important dans la guerre civile menée contre les républicains. Plusieurs autres groupes d'extrême droite revendiquent le nom de phalange, comme *Falange Auténtica*, ou *FE-La Falange*.

## ***Movimiento Social Republicano (MSR) : Mouvement social républicain***

Le *MSR* est un parti néofasciste fondé en 1999 se proclamant national révolutionnaire et strasseriste : Gregor Strasser (1892 – 30 juin 1934), assassiné lors de la Nuit des longs couteaux, purge à l'intérieur du parti nazi, dirigeait le *Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei (NSDAP)* : Parti national-socialiste des travailleurs allemands.

Le *MSR* a une organisation étudiante appelée *Liga Joven*.

## **Quelques formations actuelles**

### ***España 2000***

Parti islamophobe et xénophobe fondé et dirigé aujourd'hui par José Luis Roberto, s'inspirant du Front national pour son logo et d'Aube dorée pour ses distributions de nourriture réservée uniquement aux Espagnols.

### ***Plataforma per Catalunya (PxC) : Plateforme pour la Catalogne***

Parti nationaliste et identitaire espagnol créé en 2002, il est dirigé par Josep Anglada y Rius (1959-) qui se fait connaître en 2002 en appelant à soutenir une manifestation organisée contre la construction d'une mosquée à Premià de Mar, un quartier de Barcelone.

### ***Vox***

Parti ultranationaliste et xénophobe créé le 16 janvier 2013 par des dissidents du Parti populaire, il prône le retour à un État central, se bat contre l'avortement et pratique l'amalgame entre islam et islamisme.

### ***Hogar social***

Groupe d'extrême droite né en 2014, il a occupé à Madrid un immeuble de la rue Juan de Olias, dans le quartier de Tetuan à forte densité de population immigrée, immeuble dont il sera expulsé par la police en septembre 2014. Il a des relations avec les supporters du football comme les Ultras Sur (Real Madrid) ou Suburbios Firm (Atlético de Madrid), et à l'étranger avec *CasaPound* en Italie, *l'ELAM*, parti ultranationaliste de Chypre ou Aube dorée en Grèce.

## **Les évènements en Catalogne fin 2017 et la réapparition de l'extrême droite dans la rue**

**8 octobre 2017** : De nombreux groupes d'extrême droite, d'obédience franquiste – Phalange espagnole, *Vox*, *Democracia Nacional*, *Plataforma per Catalunya* – ont appelé leurs militants à défilé contre le sécessionnisme catalan.

La Catalogne, qui revendique son indépendance, est l'occasion rêvée pour divers jeunes mouvements groupusculaires d'extrême droite de réapparaître en force dans de nombreuses manifestations notamment à Barcelone, en s'unissant pour défendre la nécessité de l'unité nationale.

C'est le cas le 12 octobre 2017, le jour de la Fête nationale espagnole, où vont se regrouper les militants du parti xénophobe *España 2000*, de la *Plataforma per Catalunya*, du parti ultranationaliste *Vox* et du groupe d'extrême droite *Hogar social*.

---

## ■ PORTUGAL

Contrairement à l'Espagne, où le franquisme est mort avec la mort de Franco, le salazarisme, lui, est mort le 25 avril 1974 avec la Révolution des œillets.

**De 1926 jusqu'au 25 avril 1974**, le Portugal vit sous la dictature d'Antonio de Oliveira Salazar (1889-1970) président de l'*Estado Novo* qui s'appuie sur l'Église catholique et sur la police secrète, la *PIDE : Polícia Internacional de Defesa do Estado*.

**1949** : Le Portugal peut intégrer l'OTAN, de par son anticommunisme et son rôle géostratégique concernant ses colonies en Afrique.

**Dans les années 1960** commence la guerre coloniale portugaise dans les « anciennes provinces d'outre-mer du Portugal » avec les mouvements de libération de l'Angola, de la Guinée Bissau et du Mozambique. Elle ne prendra fin qu'en 1974 avec la chute du régime salazariste.

Lors de la Révolution des œillets, le *Movimento das Forças Armadas (MFA)*, composé de jeunes capitaines et soldats de l'armée de terre qui rejetaient la politique coloniale du régime, lance des opérations pour renverser la dictature. La diffusion par la radio de *Grandôla, Vila Morena*, la chanson de Zeca Alfonso, censurée par le régime, a donné le signal à des dizaines de milliers de manifestants qui se sont mêlés aux militaires insurgés et ont mis fin au régime de Salazar.

Depuis cette date, l'électorat portugais se positionne toujours plus à gauche qu'à droite. Le Portugal est pratiquement le seul pays d'Europe où le potentiel électoral d'extrême droite est démuné de cadres politiques efficaces.

## Quelques partis extrêmement minoritaires d'extrême droite

### ***Movimento de Acção Nacional (MAN) : Mouvement d'action sociale***

Fondé en 1986 et dissous en 1992, ce groupe d'extrême droite lié à des skinheads fut interdit par décision du *Tribunal Constitucional* en 1992 pour avoir mené des actions criminelles

envers des immigrés. Leur symbole est la croix celtique reprise aussi en France par le mouvement Occident, par Ordre Nouveau et par le GUD.

### ***Partido Nacional Renovador (PNR) : Parti national rénovateur***

C'est un parti d'extrême droite néo-salazariste, nationaliste et raciste. Ancien Parti rénovateur démocratique du général Eanes, infiltré par des membres du *Movimento de Acção Nacional*, ses slogans sont « Travail et nation » ou « le Portugal aux Portugais ». Il est très proche du Front national français. Il est membre de l'AEMN (Alliance européenne des mouvements nationaux), présidée depuis 2013 par le Hongrois Béla Kovács du parti *Jobbik* qui succède à Bruno Gollnisch, président depuis sa création en 2009 jusqu'à 2013.

Aux dernières élections législatives il n'a recueilli que 9 000 voix, soit 0,2% des suffrages exprimés.

### ***Núcleo de Estudos Oliveira Salazar (NEOS) : Cercle d'études Oliveira Salazar***

Groupuscule qui chaque année célèbre les anniversaires de la naissance et de la mort de Salazar et de la création de l'*Estado Novo* en 1930.

---

## ■ ITALIE

### ***Movimento sociale italiano (MSI) : Mouvement social italien***

Né le 26 décembre 1946, après la chute de la République sociale italienne et l'interdiction du Parti national fasciste par le gouvernement provisoire et les Alliés, il est fondé par Giorgio Almirante (1914-1988) et d'anciens membres du régime fasciste. En 1987 Almirante quitte la direction du parti et cède la place à Gianfranco Fini (1952-).

### ***Movimento politico ordine nuovo : Mouvement politique ordre nouveau***

Fondé en 1969, ce groupe armé d'extrême droite dirigé par Clemente Graziani et Pierluigi Concutelli a été dissous en 1973.

On leur doit plusieurs attentats à la bombe : en 1969 à Milan Piazza Fontana, en 1970 l'attaque du train Roma-Messina, en 1974 l'attaque à la grenade d'un rassemblement anti-fasciste et un attentat à la bombe dans l'*Italicus Express*.

## ***Lega Nord per l'indipendenza della Padania – Lega Nord (LN) :* Ligue du Nord de la Padanie – Ligue du Nord**

Créée en 1989, la Ligue du Nord, en absorbant la Ligue lombarde et la Ligue vénète, a été fondée par Umberto Bossi (1941-), qui assurera les fonctions de secrétaire général jusqu'en 2012, date à laquelle il est mis en cause dans un scandale de détournement de fonds publics.

La Ligue du Nord fait partie de l'Union pour l'Europe des nations, groupe du Parlement européen de 1999 à 2009, dépendant du parti politique Alliance pour l'Europe des nations. La Ligue du Nord a longtemps milité pour la séparation de la Padanie (régions riches du Nord de l'Italie) d'avec le Sud.

**Le 27 octobre 2017**, le Conseil fédéral de la Ligue, sur une proposition de Matteo Salvini, entérine le fait que désormais la Lega Nord s'appellera simplement La Lega.

## ***Alleanza nazionale (AN) : Alliance nationale (1995-2009)***

### ***Forza Italia (FI) (1994-2009) : Silvio Berlusconi***

### ***Popolo della libertà (PDL) : Peuple de la liberté (2009-2013) – Silvio Berlusconi***

### ***Forza Italia (FI) : refondation par Silvio Berlusconi, officialisée le 16 novembre 2013***

**En 1995** Gianfranco Fini effectue un virage vers le centre droit, en créant l'Alliance nationale, qui se dissoudra en 2009 dans le Peuple de la liberté, créé en 1994 par Silvio Berlusconi (1936-) qui va effectuer trois mandats de président du Conseil : de 1994 à 1995, de 2001 à 2006, de 2008 à 2011.

Silvio Berlusconi est condamné le 27 novembre 2013 dans l'affaire Mediaset et il est déchu de son mandat parlementaire.

**2013** : Berlusconi recrée le parti *Forza Italia* qui avait été actif de 1994 à 2009. Ce processus amorcé par Silvio Berlusconi en 1994 va créer d'autres formations toujours héritières de l'idéologie fasciste.

## ***Casapound***

Le nom fait référence à Ezra Pound (1885-1972), poète et écrivain états-unien, qui durant la Seconde guerre mondiale devint l'apologiste du fascisme et anima des émissions à la radio italienne en l'honneur de Mussolini.

La tortue octogonale, sigle de *CasaPound* rappelle la tactique de la tortue (*testudo*) qui permettait aux légionnaires de vaincre les barbares pendant l'empire romain.

**26 décembre 2003** : Un groupe de jeunes occupe à Rome un bâtiment administratif (8, Via Napoleone III), qui va devenir le siège national de l'association *CasaPound* (en 2010 y vivent 23 familles).

**2006** : *CasaPound* s'intègre dans le *Movimento sociale – Fiamma tricolore* avec l'organisation étudiante *Blocco studentesco (BS)*.

**Juin 2008** : Il est créé une association d'utilité sociale *CasaPound Italia*.

Les idées d'extrême droite de *Casapound* sont masquées au premier abord par un appel au non-conformisme, une reprise de certains symboles de l'extrême-gauche comme Che Guevara par exemple, par un discours social, notamment sur le logement ou sur les mères travailleuses, ou par le secours porté aux victimes du tremblement de terre de l'Aquila.

*CasaPound* s'inscrit dans un mouvement de dédramatisation des extrêmes droites, grâce à l'action sociale, à l'élimination de référence à l'Allemagne nazie, et dit avoir pour objectif la conquête du pouvoir par les urnes.

C'est un mouvement qui s'est étendu non seulement à travers l'Italie mais également à l'étranger (en France, le MAS ou *Opstaan* dans l'agglomération lilloise, ou encore chez Alain Soral, le fondateur d'Égalité et réconciliation). Les locaux de *CasaPound* ont été aménagés pour recevoir des militants venant de l'étranger.

**22 novembre 2014** : Se tenait à Nanterre le meeting de l'extrême droite européenne, intitulé Réveil des nations, qui regroupait les Italiens de *CasaPound*, les espagnols du *MSR* et de la *Liga Joven*, les Belges de Nation, les Chypriotes d'*ELAM*, les Français du Mouvement d'action sociale et le représentant de Synthèse nationale, site internet de la fachosphère.

**28 février 2015** : Marine Le Pen envoie un message de soutien au rassemblement organisé à Rome par la Ligue du Nord qui regroupait les néofascistes italiens de *CasaPound*, le mouvement allemand anti-islam de *PEGIDA*, les néonazis grecs d'Aube Dorée et plusieurs groupes d'identitaires français.

**8 novembre 2017** : Aux élections municipales d'Ostie, dans la banlieue de Rome, le candidat de Casapound, Luca Marsella obtient 9,67% des voix, frôlant les 20% de voix dans les quartiers pauvres.

**2 février 2018** : À Macerata, un ancien candidat local de la Ligue du Nord blessé par balle six Africains après la mort d'une jeune fille attribuée à des migrants.

**23 février 2018** : À Brescia, en Lombardie, un incendie est provoqué par les fascistes du Centre social Magazzino 47, des voitures sont brûlées dans un camp de Roms, et une attaque est organisée sur des préfabriqués occupés avec l'accord de la mairie par des gens expulsés de leur logement.

**4 mars 2018** : Aux élections législatives, il y a alliance entre la droite et l'extrême droite avec Silvio Berlusconi de *Forza Italia* (14,5% des voix), Matteo Salvini de la Ligue anciennement Ligue du Nord (17,8% des voix) et Gioria Meloni dirigeant de *Fratelli d'Italia* (4,3% des voix). En vertu de l'accord scellé entre ces trois partis, celui qui a le plus de voix (à savoir l'extrême-droite de Matteo Salvini) désignera le futur président du Conseil.

**18 mai 2018** : Après la signature d'un « contrat de gouvernement » entre la Ligue et le Mouvement Cinq Étoiles (M5S), un gouvernement d'alliance se crée dirigé par Giuseppe Conte, Premier ministre. Les deux postes les plus importants, celui du ministre de l'Intérieur et celui du Développement économique, reviennent l'un à Matteo Salvini (Ligue), l'autre à Luigi di Maio (M5S).

**11 juin 2018** : Matteo Salvini propose un recensement de la communauté Rom afin d'organiser les expulsions des Roms « non italiens » en précisant « les Roms italiens, malheureusement, tu dois te les garder à la maison ».

**1<sup>er</sup> juillet 2018** : Environ 50 000 personnes venues de toute l'Italie se réunissent à Pontida pour assister au rassemblement annuel du mouvement d'extrême droite, la Ligue, dont le ministre de l'Intérieur italien est le chef de file. Il déclare à cette occasion « Pour gagner nous devons unir l'Italie ; maintenant nous allons devoir unir l'Europe. [...] Je pense à une Ligue des Ligues d'Europe, réunissant tous les mouvements libres et souverains qui veulent défendre leurs populations et leurs frontières ».

---



# EUROPE DU SUD-EST

## ■ GRÈCE

### ***Λαϊκός Σύνδεσμος Χρυσή Αυγή (Laikós Síndesmos Chrysí Avgí, XA) : Aube dorée***

Aube dorée est une organisation criminelle aux structures pyramidales et militaires.

En janvier 1985, Nikólaos Michaloliákos (1957-), admirateur d'Hitler et du dictateur grec Georges Papadopoulos, fonde Aube dorée, une organisation néo-nazie, négationniste, xénophobe, partisane de la « loi du sang » et qui va se structurer en une organisation hiérarchisée sur le modèle d'une formation militaire. Les cadres entre eux font le salut nazi, l'hymne national est entonné à chaque fin de réunion.

À partir des années 1990, Aube dorée organise des manifestations ultranationalistes, dirige de nombreuses attaques contre des militants de gauche, des anarchistes et surtout contre des immigrés aux cris de « Chassons les étrangers ».

**6 mai 2012** : C'est la surprise pour une grande partie de l'opinion grecque et européenne : lors des législatives anticipées, ce parti néo-nazi obtient 6,97% des voix, et un mois plus tard 6,92% des suffrages et dix-huit sièges (sur 300) au Parlement.

**18 septembre 2013** : Georgos Roupakias poignarde par trois fois Pavlos Fyssas, connu sous son nom de chanteur comme Killah P. Pavlos Fyssas et trois de ses amis se trouvent à la terrasse d'un café à Amfiali, un quartier du Pirée, quand ils sont attaqués par un groupe d'une vingtaine de néo-nazis puis bloqués par une voiture. Le conducteur en descend et poignarde Pavlos Fyssas qui mourra à l'hôpital des suites de ses blessures.

Aube dorée n'en est pas à son premier assassinat, rien qu'en 2013 sont signalés 281 cas d'attaques racistes ayant fait quatre morts et 400 blessés.

Il faut dire que ce parti a longtemps bénéficié d'une quasi-impunité, qu'il a des amis parmi les puissants et des appuis dans la police. Près de 40% des forces spéciales de la police ont voté pour Aube dorée en 2012. Mais cette fois-ci, il s'agit de l'assassinat d'un blanc et qui plus est d'un Grec, ce qui provoque un électrochoc dans l'opinion. Après des années de laxisme, la justice réagit en passant à l'action, et une vingtaine de militants d'Aube dorée, six députés dont Nikólaos Michaloliákos, sont envoyés en prison.

**25 janvier 2015** : Lors des élections législatives, et ce malgré l'emprisonnement ou l'assignation à résidence d'une bonne partie des candidats, le parti Aube dorée arrive en troisième position avec 17 députés élus.

## La montée des extrêmes droites en Europe

Après 18 mois d'instruction, le procureur Isidoros Dogiakos remet à la justice un rapport de 698 pages qui traite de la création de milices d'assaut, d'entraînements paramilitaires, de détention illégale d'armes, mais aussi des zones d'ombres du parti Aube dorée, le tout étayé de pièces à conviction, de conversations enregistrées et de photos.

**4 février 2015** : Le Conseil des juges de la cour d'appel d'Athènes renvoie 69 personnes devant la justice. Elles sont poursuivies pour participation à une organisation criminelle. Outre ce principal chef d'accusation, les accusés devront répondre de tentative de meurtres, de détention d'armes ou de violences racistes perpétrées par cette formation xénophobe et antisémite.

**20 avril 2015** : S'ouvre le procès du parti néo-nazi Aube dorée. Parmi les 69 prévenus, tous membres, sympathisants ou représentants d'Aube dorée, se retrouvent les 18 députés néo-nazis élus en 2012, dont 13 ont été réélus en janvier 2015 et parmi eux Nikólaos Michaloliákos, chef du parti Aube dorée, Ilías Kassidiáris, porte-parole du mouvement ou encore le député Chrístos Pappás.

Les accusés doivent répondre de plusieurs affaires, entre autres des tentatives de meurtre au domicile de cinq pêcheurs égyptiens en juin 2012, de violences contre les membres du front syndical le PAME en septembre 2013, et de l'assassinat du rappeur Pavlos Fyssas en septembre 2013.

Le procès qui se déroule dans une petite salle de la prison de femmes de Korydallos, à l'ouest d'Athènes, a été suspendu deux heures plus tard, un des accusés n'ayant pas d'avocat.

**7 mai 2015** : Le procès reprend. Depuis, malgré quelques interruptions, dues notamment à une grève des avocats, le procès suit son cours, et les sessions ont recommencé à la rentrée de septembre 2017.

Du côté de la partie civile 14 avocats qui se démènent, pendant que 130 juristes estiment impossible de prouver « qu'un parti politique élu par un demi-million de Grecs puisse être une organisation criminelle. »

**17 janvier 2017** : Des militants d'Aube dorée accompagnés par Yannis Lagos, toujours en liberté surveillée, font irruption dans une école de Pérama (banlieue d'Athènes) et agressent verbalement les parents d'élèves venus discuter de l'intégration de 20 enfants de réfugiés dans les classes.

**25 février 2018** : le Centre social Favela dans le port du Pirée est attaqué par les néo-nazis d'Aube dorée armés de barres de fer. Ensuite c'est un squatt du centre d'Athènes qui est visé par une tentative d'incendie.

**Nuit du 22 au 23 avril 2018** : Dans l'île de Lesbos 200 Afghans se rassemblent à Mytilène pour protester contre leurs conditions de séjour sur l'île. Ils sont attaqués par le groupe d'extrême droite, Mouvement patriotique, et violemment molestés aux cris de « Brûlez-les vifs ! Jetez-les à la mer », « Ils veulent islamiser le pays ». Les anarchistes, venus secourir les migrants, se battront toute la nuit.

**21 septembre 2018** : Zak Kostopoulos, militant LGBT, est tout d'abord roué de coups par deux hommes, ensuite des policiers le frappent et le menotent. Il meurt avant son arrivée à l'hôpital. La scène est filmée par de nombreux passants et diffusée sur les réseaux sociaux.

**Fin 2018** : En plus de celles sur les migrants, on assiste à une série d'attaques contre des homosexuels dans les rues d'Athènes par les militants d'Aube dorée. Rappelons que cette organisation néo-nazie prévoit également l'élimination des handicapés physiques, des malades mentaux, des toxicomanes et des alcooliques.

*VOIR* : « Aube dorée, le choc », Corina Vasilopoulou dans *Manière de voir, Le Monde diplomatique*, n° 134, avril-mai 2014, page 20 ; *Aube Dorée, le livre noir sur le parti nazi fasciste grec*, Dimitris Psarras, Éditions Syllepse, 2014.

## ■ SLOVÉNIE

### ***Slovenska Nacionalna Stranka (SNS) : Parti national slovène***

Ce parti d'extrême-droite a été fondé en 1991 par Zmago Jelinčič Plemeniti qui en est toujours le dirigeant aujourd'hui : dirigeant catholique, nostalgique de la Grande Slovénie, violemment anti-Roms et anti-homosexuel. Si en 1992 ce parti est devenu la quatrième formation politique au Parlement, il s'est effondré en 2011 suite à des scissions internes et à de nombreux scandales.

Plus récemment, on assiste à l'émergence de nombreux groupuscules d'extrême droite, en lien avec des groupes italiens, anglais, états-uniens, etc., comme par exemple : *Blood & Honour Slovenia* (Sang & Honneur Slovénie), *Headhunters Domžale (HHD)*, un nom qui vient des *Chelsea Headhunters* d'Angleterre, *Tukaj je Slovenija* (Ici, c'est la Slovénie), ou *Hervardi*. Ces organisations recrutent entre autres parmi les ultras du club de football de Ljubljana : Dragoni ou Dragons verts.

### ***Slovenska demokratska stranka (SDS) : Union démocratique slovène***

Parti fondé par Janez Janša (1958-) en 1989, il se présente officiellement comme de centre droit. Écarté du pouvoir en 2013, condamné pour corruption de 2014 à 2015, Janez Janša, sachant qu'il n'y a aucune chance qu'un membre de son parti puisse être élu aux élections présidentielles de 2017, place tous ses espoirs dans les élections législatives de 2018. Dans son programme, en ce qui concerne toutes les lois anti-migrants, Janez Janša s'inspire de son voisin, le Hongrois Viktor Orbán.

Bernard Brščič, un membre important du *SDS*, qui parle d'une conspiration juive visant à « remplacer les Européens par une race de métis [signifiant] que le nouvel Européen sera

## La montée des extrêmes droites en Europe

semblable aux Tziganes, avec une peau foncée », n'a pas été condamné pour négationnisme. Pourtant l'article 297 du Code pénal slovène punit d'une peine de deux ans d'emprisonnement celui qui « diffuse publiquement des idées sur la supériorité d'une race sur l'autre, contribue à l'expansion d'activités racistes ou nie, diminue l'importance, approuve, dénigre, moque ou fait l'apologie du génocide, de l'Holocauste ou d'autres crimes contre l'humanité ».

Entre 2000 et 2015, seules deux affaires de négationnisme ont été portées devant la justice, toutes deux classées sans suite.

**VOIR :** L'article de Borut Mekina, « Slovénie : "complot juif", négationnisme et racisme anti-réfugiés » traduit par Charles Nonne : <https://www.courrierdesbalkans.fr/Slovenie-Negationnisme-Non-Puni-Brsic>

## Quelques évènements récents

**29 octobre 2006 :** À Ambrus, à la périphérie de Ljubljana, suite à une rixe entre Jozeto Sinkovec et un Rrom, qui en fait n'en était pas un (il s'agissait de Roman Cmak, un Slovène), les habitants se livrent à une véritable chasse aux Rroms (voitures et maisons incendiées), Rroms qui se réfugient pendant deux nuits dans les bois avoisinants. Des skinheads ainsi que les Hervardi, Guerriers de Carinthie, milices organisées pour défendre la « pure identité slovène », sont venus prêter main-forte aux habitants. Ceux-ci ensuite exigent et finissent par obtenir le déplacement des Tziganes qui sont hébergés provisoirement (ils y sont toujours aujourd'hui) dans le camp de réfugiés de Postojna, dans la région de Carniole intérieure, au sud-ouest de la Slovénie.

**VOIR :** <https://www.courrierdesbalkans.fr/slovenie-pogrom-anti-tzigane-dans-la-banlieue-de-ljubljana>  
<https://www.courrierdesbalkans.fr/rroms-expulses-en-slovenie-que-fait-le-gouvernement>

**5 janvier 2017 :** Le gouvernement slovène adopte des amendements à la Loi sur les étrangers (Loi sur la protection internationale présentée à l'Assemblée nationale le 4 mars 2016). Cette loi accorde aux autorités la possibilité d'adopter des mesures spéciales visant à refuser l'entrée des personnes aux frontières, à introduire une nouvelle procédure d'admissibilité et à expulser immédiatement des réfugiés entrés clandestinement en Slovénie. Les protections auxquelles ont droit les réfugiés et demandeurs d'asile sont bafouées.

**VOIR :** <https://www.amnesty.be/infos/actualites/article/des-propositions-de-loi-a-l-encontre-du-droit-europeen-et-international?lang=fr> Amnesty international

**Avril 2017 :** C'est le début, le 6 avril, du démantèlement du camp d'accueil de réfugiés de Dobrova, installé en 2015 à la frontière avec la Croatie. Le 28 avril, tentes et containers sont entièrement démontés. Les contrôles frontaliers sont renforcés avec inspection de chaque véhicule et vérification de chaque identité.

**Dimanche 3 juin 2018 :** Aux élections législatives, après une virulente campagne raciste, négationniste, et anti-réfugiés sur le « modèle Orban », menée par Janez Jansa, le SDS

obtient 25,3% des voix, soit 25 sièges sur 90. En août, cependant, un nouveau gouvernement est formé par une coalition regroupant centre et gauche.

## ■ BOSNIE

De 1992 à 1995, c'est le siège de Sarajevo (44 mois, 11 541 tués) dirigé par le général Ratko Mladić, commandant de l'armée de la République serbe de Bosnie (VRS) appuyée par les Scorpions, unité paramilitaire de Serbie dirigée par Slobodan Medić.

Du 13 au 17 juillet 1995, à Srebrenica, sont fusillés 8 000 hommes et adolescents bosniaques musulmans, après que le partage entre hommes et femmes a été assuré par les Casques bleus néerlandais de l'ONU qui assuraient le « maintien de la paix » dans cette ville déclarée « zone de sécurité ». Radovan Karadžić, Président la République serbe de Bosnie en 1992, arrêté en 2008, a été condamné en 2016 par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), pour génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre. Quant à Ratko Mladić, arrêté le 26 mai 2011, il a été condamné à perpétuité le 22 novembre 2017.

**21 novembre 1995** : Suite à la signature des accords de Dayton (USA), la Bosnie est partagée en deux entités : la Fédération de Bosnie-et-Herzégovine et la République serbe de Bosnie (*Republika Srpska*), auxquelles s'ajoutera en 1999 le District de Brčko, géré par le maire de Brčko et par un superviseur international mandaté par l'ONU.

**En début d'année 2014**, éclatent dans plusieurs villes de Bosnie (Tuzla, Mostar, Sarajevo, Zenica, Bihac, Prijedor, etc.) une révolte citoyenne qui dénonce les politiques ultralibérales de l'oligarchie au pouvoir. Ces manifestants adoptent de nouvelles formes d'organisation politique qui marquent l'émergence d'une « nouvelle gauche ». La répression politique est immédiate et continue aujourd'hui. Les partis nationalistes locaux ont parfaitement compris le danger d'un mouvement social qui balaye l'appartenance ethnique des deux entités politiques, à savoir République serbe de Bosnie et Fédération de Bosnie-et-Herzégovine. Le double discours de l'Union européenne, qui en fait continue à légitimer les nationalistes au pouvoir depuis la fin de la guerre, tout en tenant de grands discours sur la réconciliation et le multiculturalisme, s'inscrit dans la logique de la sécurité et de la stabilité.

**23 novembre 2017** : Milorad Dodik, Président de la République serbe de Bosnie depuis 2010 et membre de la *Savez nezavisnih socijaldemokrata* (Alliance des sociaux-démocrates indépendants), déclare le lendemain de la condamnation par le TPIY de Ratko Mladić : « c'est une claque honteuse infligée au peuple serbe par une juridiction antiserbe ». Par ailleurs la radio-télévision de la *Republika Srpska* prépare actuellement un film à la gloire de Radovan Karadžić, qui a tout d'un film de propagande.

**VOIR** : « Guerre en Bosnie-Herzégovine : quand les télévisions rejouent la partition nationaliste », article de Đorđe Krajišnik, traduit par Béranger Dominici, publié par *Le Courrier des Balkans*, mercredi 15 novembre 2017. Aussi : <https://www.courrierdesbalkans.fr/BiH-series-guerre>

**29 novembre 2017** : Le TPIY juge Jadranko Prlić et cinq co-accusés, des Croates catholiques de Bosnie-Herzégovine, pour l'entreprise criminelle menée par les sécessionnistes de la « République croate d'Herceg Bosna » (entité non reconnue entre 1991 et 1994). Le nettoyage ethnique de la région auquel ils se sont livrés (crimes, tortures, meurtres et viols) implique également Franjo Tuđman, Président de la République de Croatie de 1990 à 1999, ainsi que de hauts cadres de l'État croate. Le lendemain de cette condamnation, les députés croates de l'Assemblée du canton de Livno ont protesté contre ce verdict en déclarant : « Nous appelons tous les autres cantons et tous les représentants croates à une résistance commune contre la tentative d'extermination qui pèse sur nous. Nous devons affirmer notre droit à une troisième entité comme seul cadre juridique légal de notre survie ».

**9 janvier 2018** : Le jour même de la Saint-Stefan, la grande fête orthodoxe, est organisée à Banja Luka, la célébration de la création de la République serbe le 9 janvier 1992, manifestation pourtant interdite par la justice bosnienne. Le président Milorad Dodik, après l'hymne serbe, prononce un discours séparatiste. L'affiche officielle annonçant cette fête nationale montre Milorad Dodik embrassant le drapeau devant le portrait de Radovan Karadžić condamné en 2016 par le TPIY pour génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre.

**Samedi 24 mars 2018** : Le corps sans vie de David Dragičević est retrouvé dans la Vrbas, à Banja Luka, en République serbe de Bosnie. Des manifestations citoyennes sont organisées tous les jours à Banja Luka, aux cris de *Pravda za Davida* (Justice pour David). Parallèlement en Bosnie-Herzégovine, une autre mort suspecte est dénoncée, celle de Dženan Memić en février 2016.

**15 mai 2018** : Les pères de David, Serbe bosniaque chrétien orthodoxe, et de Dženan, Musulman bosniaque, décident d'unir leurs forces dans une grande manifestation organisée à Sarajevo. Depuis, le slogan des manifestants est « Justice pour David et Dženan ». Le pouvoir de Milorad Dodik, président depuis 2010, accusé de corruption, est sérieusement remis en cause.

**VOIR** : 7 février 2018, « L'UE dit une chose et en fait une autre », affirme Aline Cateux, doctorante en anthropologie, spécialiste de la Bosnie-Herzégovine, dans l'émission de Médiapart « Ces nouvelles gauches des Balkans », débat animé par Amélie Poinsot et Jean-Arnault Dérens, en partenariat avec *Le Courrier des Balkans*.

Et aussi : <https://www.mediapart.fr/journal/international/070218/ces-nouvelles-gauches-des-balkans>

## ■ SERBIE

200 000 Serbes vivent sur le territoire de Croatie.

70 000 Croates vivent sur le territoire de Serbie.

Il y a 241 km de frontière commune entre la Serbie et la Croatie.

## SRS : Parti radical serbe

Fondé le 23 février 1991, il résulte de la fusion du Mouvement tchetnik serbe (*SČP*) de Vojislav Šešelj (1954-) et du Parti radical national (*NRS*). Le SRS est présidé par Vojislav Šešelj.

Les *Tchetniks* sont les unités paramilitaires nationalistes serbes qui, de 1991 à 1995, ont procédé au nettoyage ethnique en expulsant ou en exterminant les populations croates hostiles à la cause serbe.

Accusé par le TPIY de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre pour avoir entre 1991 et 1995 recruté, formé et financé les miliciens serbes avec le soutien de Slobodan Milošević (1941 - mort en prison en 2006), et malgré la peine requise contre lui de 28 ans de prison, Vojislav Šešelj est libéré en 2014. Le 31 mars 2016 la Chambre de première instance du TPIY l'acquitte de l'ensemble des accusations portées contre lui, malgré l'opposition de certains juges.

Des membres du Front national, comme Bruno Gollnisch ou Carl Lang, le soutiennent fréquemment.

Après la démission de Boris Tadić (1958-), Président de la République de Serbie de 2004 à 2012, président du Parti démocrate et membre de l'Internationale socialiste, des élections présidentielles sont à nouveau organisées. Tomislav Nikolic (1952-) est élu. Il est le fondateur du Parti progressiste serbe *SNS*, une scission du Parti radical serbe qui avait affaibli Vojislav Šešelj lors des élections législatives de 2008.

Tomislav Nikolic (1952-), un ultranationaliste au départ, déclarera le jour de son investiture à propos des 8000 musulmans massacrés en 1995 à Srebrenica : « il n'y a pas eu de génocide à Srebrenica ». Il est favorable à l'adhésion de la Serbie à l'Union européenne.

**Mars 2016** : l'Union européenne ferme ses frontières extérieures. La Serbie, qui était jusqu'alors un espace de transit sur la route des Balkans, compte actuellement des milliers de réfugiés qui doivent obtenir une autorisation de la police hongroise pour continuer leur route.

**2017** : Aleksandar Vučić (1970-) est élu comme Président de la Serbie. Lui aussi a été au départ dans les rangs du Parti radical serbe (*SRS*) et ministre de l'Information sous le régime de Milošević. Il reconnaît avoir commis des erreurs dans le passé. Il faut douter de ce retournement complet, pourtant largement salué par les dirigeants européens.

**9 février 2017** : Jovan Ćulibrk, évêque de l'Église orthodoxe serbe et président de la commission pour l'aménagement du site de l'ancienne foire de Belgrade, dépose un projet de loi pour la création d'un centre mémoriel sur le lieu du camp de concentration de Staro Sajmište où la majorité des juifs de Serbie fut exterminée de 1941 à 1942 dans un camion à gaz, et qui servit ensuite de camp d'internement pour les communistes, les antifascistes et les Roms. Dans ce projet, pas une seule fois n'est fait mention du Gouvernement de salut national de Serbie de Milan Nedić, qui collabora avec les autorités d'occupation allemandes, or c'est essentiellement cela qu'une politique révisionniste et de falsification de l'histoire vise à faire oublier, d'où de nombreuses protestations en cours.

**26 décembre 2017** : Depuis deux jours, plusieurs dizaines de réfugiés manifestent à Tovarnik, en Serbie, près de la frontière croate. Selon les ONG, entre 100 et 150 réfugiés sont arrivés à Tovarnik et passent la nuit en plein air. « *Please open the borders* », « *I'm human too* » sont leurs slogans.

**VOIR** : les propos recueillis par Omer Karabeg, « Serbie : comment le pouvoir fait régner la terreur dans les municipalités », traduits par Jovana Papović, jeudi 14 juin 2018, <https://www.courrierdesbalkans.fr/pouvoir-terreur-parlement>

## ■ CROATIE

### Les présidents de la République de Croatie depuis 1990

**1991** : Déclaration de l'indépendance de la Croatie.

**1990-1999** : Franjo Tuđman (1922-1999) est le premier président de la République de Croatie indépendante.

**2000-2010** : Stjepan Mesić (1934-), président de 2000 à 2010, avait formé le parti Démocrates indépendants (*HND*) qui fusionnera en 1997 avec le Parti populaire croate (*HNS*). En 2000 il assume le passé trouble de la Croatie et il est entendu comme témoin au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) concernant les actions de l'armée croate en Bosnie-Herzégovine. La droite l'accuse de trahison.

**2010-2015** : Ivo Josipović (1957-) membre du Parti social-démocrate (*SDP*), diplômé en droit et compositeur, dans un discours prononcé le 14 avril 2010 devant le Parlement, regrette la « politique des années 1990 qui voulait que la division de la Bosnie-Herzégovine soit la seule solution pour le pays, ce qui a semé les graines du malheur ».

**2017** : Kolinda Grabar-Kitarović (1968-) est élu Président.

### Quelques faits

**16 novembre 2012** : La chambre d'appel du TPIY acquitte les deux ex-généraux croates Ante Gotovina (1955-) et Mladen Markač qui ressortent libres. Ils avaient pourtant été condamnés le 15 avril 2011 à 24 années de prison par le même TPIY pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Ante Gotovina a fui la Yougoslavie du maréchal Tito et s'est engagé dans la légion étrangère. Il obtient la nationalité française en 1979 et pendant plusieurs années travaillera pour les services d'ordre du Front national et du SAC de Charles Pasqua. En 1981, il réalise aussi un casse place Vendôme à Paris. Il revient en Croatie en 1991, s'engage dans la Garde nationale et sera nommé général d'armée en 1995.



L'influence de la légion étrangère en Croatie se retrouve aussi dans le pas de parade à la française et le béret penché du côté gauche utilisé par les « unités spéciales » de Croatie et de Serbie.

**23 avril 2017** : En Croatie, une journée est consacrée à la commémoration de l'insurrection du 22 avril 1945 où quelques 600 prisonniers du camp de Jasenovac tentèrent un assaut contre les gardes Oustachis. Ce camp d'extermination fut le seul durant la Seconde guerre mondiale à être géré non par des nazis mais par les Oustachis de l'État indépendant de Croatie. Les représentants des victimes antifascistes, serbes, croates, et juives ont boycotté cette commémoration, comme ils l'avaient déjà fait l'année précédente : ils dénoncent ainsi les théories révisionnistes qui dorénavant président à cette commémoration, et parlent de « néo-oustachisation » de la société.

**9 mai 2017** : Des groupuscules d'extrême droite, avec la bénédiction de l'église catholique, portent plainte contre Oliver Frlić, pour sa pièce de théâtre « Notre violence et votre violence », qui a pour sujet l'action des Oustachis pendant la Seconde guerre mondiale.

**7 septembre 2018** : Le père Josip Tomić, un curé croate, enjoint ses fidèles à fermer leurs portes, à ne donner ni eau ni nourriture aux réfugiés qui ne sont que des « hérétiques islamiques ».

### **Les migrants victimes de violences policières à répétition**

De nombreux témoignages collectés ainsi que de nombreux rapports effectués par Médecins du monde font état depuis 2017 d'une recrudescence de violence de la part de la police envers les migrants (coups de matraque, téléphones détruits, argent volé) à la frontière serbo-croate.

## **■ BULGARIE**

Il y aurait entre 350 000, voire 1 000 000 de Tziganes en Bulgarie (il n'existe pas de statistiques fiables), sédentaires depuis l'empire ottoman. La majorité d'entre eux est musulmane, ils parlent le romani avec de nombreux emprunts au turc. Certes ils ont le même statut que tout citoyen bulgare, mais n'en sont pas moins une communauté extrêmement pauvre, qui connaît le chômage et qui est méprisée par la population bulgare. Les quartiers pauvres où ils vivent peuvent se comparer à des ghettos.

La minorité tzigane est une aubaine pour l'extrême droite.

Par ailleurs, le nombre de réfugiés ayant demandé l'asile en Bulgarie a été multiplié par dix entre 2012 et 2013, à cause des fermetures de frontière en Turquie et en Grèce, ce qui permet aussi à l'extrême droite de répandre son venin.

## Les principaux groupes d'extrême droite les plus récents

### **Patriotes unis**

Patriotes unis est une coalition d'extrême droite qui regroupe le Front national pour le salut de la Bulgarie, le Mouvement national bulgare et l'Union nationale Attaque fondée le 28 juillet 2016 pour l'élection présidentielle.

### ***Nacionalno Obedinenie Ataka – Ataka* : Attaque**

Ce Parti d'extrême droite fondé en 2005 est dirigé par Volen Nikolov Siderov (1956-), candidat aux élections présidentielles de 2016 où il obtient 21,48% des suffrages au premier tour. Deux ans avant la création de son parti, en tant que journaliste de la chaîne câblée Skat, il tient une chronique quotidienne qui va connaître une grande audience.

Défenseur de la nation bulgare, de l'Église orthodoxe et de l'identité slave, dans sa campagne il propose de « faire du savon » avec les Roms, d'interdire le Mouvement des droits et des libertés (*DPS*), parti de la minorité turque, et de rouvrir les réacteurs nucléaires 3 et 4 de la centrale de Kozlodui, fermés à la demande de l'Union européenne.

### ***Natzionalen Front za Spasenie na Bulgari (NFSB)* : Front national pour le salut de la Bulgarie**

Parti politique d'extrême droite fondé en 2011. À la tête de cette famille médiatico-politique, on retrouve Valeri Simeonov, le principal instigateur de la grande coalition des Patriotes unis. Fils d'officier de l'armée, mathématicien de formation, ancien mécanicien dans l'industrie métallurgique, Simeonov vient de Bourgas où il a créé la chaîne Skat en 1992.

### ***VMRO* : Mouvement national bulgare**

Fondé en 1999, ce parti a repris le nom de l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne, qui était une organisation politique, militaire et révolutionnaire dans les territoires ottomans d'Europe, fin XIX<sup>e</sup> - début XX<sup>e</sup> siècle.

Krassimir Karakatchanov, dirigeant du parti, propose la déportation dans leur pays d'origine des réfugiés et l'installation dans des camps fermés, construits sur la frontière entre la Bulgarie et la Turquie, des demandeurs d'asile « légaux ».

### ***PNB* : Parti nationaliste bulgare**

Né en novembre 2013, il est composé de skinheads et de hooligans et il est surnommé « Aube dorée bulgare ».

### **Actualités récentes**

**4 mai 2017** : Boïko Borissov, à la tête du gouvernement depuis 2009, est réélu pour la troisième fois chef du gouvernement aux élections législatives de mars 2017 grâce à un

accord de coalition signé entre le parti conservateur et libéral, le *GERB* (Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie), et la coalition d'extrême droite des Patriotes Unis.

**25 mai 2017** : Boïko Borissov forme son gouvernement et donne quatre ministères à la coalition d'extrême-droite des Patriotes unis. Valeri Simeonov (*NFSB*) est nommé vice-premier ministre chargé de la Politique économique et démographique. Krasimir Karakachanov (*VMRO*) est nommé vice-premier ministre chargé de l'Ordre public et de la Sécurité, quant à Volen Siderov (*Ataka*), il est finalement écarté du pouvoir, car jugé trop sulfureux.

**27 juin 2018** : 14 demandeurs d'asile afghans, aujourd'hui réfugiés en France, portent plainte contre l'État bulgare auprès de la Commission et du Parlement européen.

La Bulgarie traite de criminel tout passage illégal de ses frontières et va donc à l'encontre du principe européen de « non-criminalisation des passages frontaliers illégaux ».

**7 octobre 2018** : Meurtre et viol de la journaliste d'investigation, Victoria Marinova, 30 ans, présentatrice d'une émission de télévision (TVN à Ruse) où elle présentait des éléments d'enquête sur un réseau de détournement de fonds européens par des oligarques russes et la mafia bulgare. Assen Yordanov, du site Bivol.bg parle d'une méthode typique de la mafia russe.

**VOIR** : Rapport de 20 pages réalisé par Clément Père avocat au Barreau de Paris <https://www.euractiv.com/wp-content/uploads/sites/2/2018/06/Report-inhumane-treatment-of-asylum-seekers-in-Bulgaria.pdf>

## ■ ROUMANIE

Extrait de l'article de Florin Poeranu, « Roumanie : l'extrême droite au cœur du pouvoir », traduit par Claire Vallet, publié le 11 juillet 2014, par le *Courrier des Balkans* :

« En Roumanie, l'extrême droite ne descend pas dans la rue. Les partis sont quasi inexistantes, mais l'idéologie de l'exclusion, en particulier contre les Roms, est profondément ancrée au sein même du pouvoir. [...] L'absence de partis d'extrême droite organisés ne signifie pas que l'extrême droite elle-même est absente. Il s'agit d'un phénomène un peu plus compliqué : le courant politique dominant en Roumanie a adopté le langage et l'idéologie de l'extrême droite qui, de facto, constitue le noyau central de la politique du pays. La différence entre l'extrême droite à l'Est et à l'Ouest : l'objet de leur haine. Là-bas le migrant. Ici, le Rrom. [...] Le Président Traian Băsescu, par une série de remarques violentes envers les femmes, les Roms et les pauvres, s'inscrit dans la droite ligne du maréchal Ion Antonescu, le *conducător* célèbre pour sa légalisation de la déportation et de l'assassinat des Juifs et

des Roms. Il n'y a aucune différence entre l'attitude présidentielle et celles que l'on attribue habituellement à l'extrême droite. De même, plusieurs politiques roumains, dont deux ministres des Affaires étrangères, ont proposé la déportation et l'enfermement des Roms. Un peu partout à travers le pays, des maires ont suivi cette recommandation à la lettre : ils ont expulsé des Roms des centres-villes ou isolé leur communauté en construisant des murs en béton.»

## Les partis d'extrême droite en Roumanie

### ***Partidul Romania Mare (PRM) : Parti de la Grande Roumanie***

Le parti a été fondé en 1991 par Corneliu Vadim Tudor (1949-2015), ex-membre de la nomenklatura « communiste » sous Ceaucescu. Ultranationaliste, xénophobe, antisémite, homophobe, le *PRM* a depuis tenté de changer plusieurs fois de visages : en 2004 Corneliu Vadim Tudor écrit « regretter ses anciennes déclarations antisémites » et reconnaît qu'il y a bel et bien eu extermination des Juifs en Roumanie sous le régime d'Antonescu. Le parti soutient l'adhésion à l'Europe et à l'OTAN.

Si en 2000 il obtient 33,17% des voix au second tour des élections, il ne recueille plus que 5,56% des voix en 2009. Il n'est plus représenté au Parlement depuis 2008.

### ***Noua Dreaptă : Nouvelle droite***

Parti nationaliste, prônant la « Grande Roumanie », hostile à l'UE et à l'OTAN, il est un ardent défenseur du christianisme et de l'Église orthodoxe roumaine, hostile aux Roms, revendiquant les valeurs de la famille (rejet de l'avortement, de l'homosexualité, de la transsexualité).

Ce parti, fondé en 2000, reconnu officiellement seulement depuis 2015, est un parti d'extrême droite qui revendique sa filiation avec la Garde de fer (ou Légion de l'Archange Michel ou Légionnaires), parti fondé en 1927 et actif jusqu'en 1940, s'inspirant des idées de Charles Maurras, qui prend le pouvoir le 4 septembre 1940 avec Ion Antonescu et qui en 1941 tente un coup d'État contre le même Antonescu jugé trop tiède, et dont les membres se réfugieront en Espagne franquiste ou rejoindront les rangs de la Waffen-SS.

Ce parti a son propre groupe de rock : *Brigada de Asalt* (Brigade d'assaut).

**2010** : À Bucarest, sur le terrain du Palais du peuple construit sous Ceaucescu, débutent les travaux pour la construction d'une cathédrale orthodoxe de 120 mètres de hauteur avec une capacité d'accueil de 5 000 personnes. Cette « Cathédrale du salut de la nation roumaine » doit être terminée le 1<sup>er</sup> décembre 2018, date du centième anniversaire de la fête nationale, « la Grande unification ».

**Fin 2015** : Avec le puissant soutien de l'Église orthodoxe roumaine, de nationalistes et de divers extrémistes de droite, se crée la Coalition pour la famille (CpF), qui se bat contre le mariage homosexuel.

**15 au 17 avril 2016** : Laurentiu Rebeca lance son nouveau parti politique d'extrême droite *Force National*. Il reçoit à Sinaïa en Roumanie la visite de représentants du Mouvement pour l'Europe des nations et des libertés (FPÖ pour l'Autriche, Ligue du Nord pour l'Italie, PVV pour les Pays-Bas, Front national avec Marine le Pen pour la France).

**Juillet 2018** : La CpF recueille plus de trois millions de signatures pour exiger la tenue d'un référendum concernant la modification de l'article 48 de la Constitution. Il s'agit de remplacer « la famille est fondée sur le mariage librement consenti entre les conjoints » par « la famille est fondée sur le mariage librement consenti entre un homme et une femme ».

**9 juillet 2018** : Après d'importantes manifestations durant toute l'année 2017 contre les ministres du PSD (*Partidul Social Democrat*, membre de l'Internationale socialiste), qui proposent de réformer la justice en s'attaquant à l'indépendance des magistrats et ainsi permettre aux responsables politiques d'échapper aux poursuites judiciaires, Klaus Johannis, président de centre droit, devant la menace de destitution, capitule et procède à la révocation de Laura Codruța Kövesi à la tête de la Direction nationale anti-corruption (DNA).

**Mardi 11 septembre 2018** : Après un accord massif du Parlement (près de 90%), c'est au tour du Sénat d'approuver la tenue d'un référendum qui devrait se dérouler prochainement. Cette interdiction une fois inscrite dans la Constitution rendra impossible tout changement de la loi en faveur des couples homosexuels et ne fera que renforcer la stigmatisation de la communauté LGBTI, les lois anti-avortement, etc.

**VOIR** : <http://lahorde.samizdat.net/2016/05/01/roumanie-marine-le-pen-salue-la-naissance-dun-nouveau-parti-nationaliste/>

---

# EUROPE CENTRALE

**VOIR** : <https://www.mediapart.fr/journal/international/dossier/notre-dossier-leurope-centrale-droite-toute>

## ■ AUTRICHE

### ***Freiheitliche Partei Österreichs (FPÖ) : Parti de la libre Autriche***

Parti politique fondé en 1955, dirigé par Jörg Haider (1950-2008), chef du parti de 1986 à 2005, et actuellement présidé par Heinz-Christian Strache (1969-), également député au Conseil national depuis 2006.

#### **Quelques dates**

**2000-2005** : Par son alliance entre les conservateurs et l'extrême droite (ce sont alors les années Haider) le Parti de la libre Autriche (*FPÖ*) décroche six ministères dans un gouvernement qui en compte seize, et l'Union européenne réagit par des sanctions.

**2008** : Mort de Jörg Haider dans un accident d'automobile – tous les hommes politiques autrichiens, sans exception, assistent à l'enterrement de celui qui avait déclaré « ces hommes [de la Waffen-SS] intègres, restés fidèles jusqu'à aujourd'hui à leurs convictions, malgré les vents contraires » ou encore « *Stop der Überfremdung* », vocabulaire nazi difficile à traduire en français.

**Octobre 2010** : À l'occasion d'une élection régionale à Vienne, Heinz-Christian Strache demande un référendum sur l'interdiction du voile islamique et des minarets.

**Juin 2015** : Le parti rejoint le groupe d'extrême droite du Parlement européen : Europe des nations et des libertés, dont le parti associé est le Mouvement pour l'Europe des nations et des libertés (MENL) : voir le paragraphe qui lui est consacré dans l'introduction.

Herbert Kickl (1968-), secrétaire général du *FPÖ* et conseiller d'Heinz-Christian Strache demande la création d'un ministère pour la protection de la patrie et de la culture dominante.

**2016** : Sebastian Kurz, alors ministre des Affaires étrangères, défend la fermeture des frontières autrichiennes face à l'arrivée des exilés syriens en Europe et soutient activement la politique du Hongrois Viktor Orban.

**Avril 2016** : Au col du Brenner (frontière entre l'Italie et l'Autriche), les contrôles à la frontière sont rétablis, 250 agents dont 70 militaires sont déployés, les voies ferroviaires et

autoroutières sont surveillées, un grillage de 387 m de long et 4 m de hauteur est envisagé pour éviter le franchissement à pied.

**15 octobre 2017** : Élections législatives : à la tête des conservateurs chrétiens de l'*Österreichische Volkspartei (ÖVP)*, Parti populaire autrichien, le très jeune Sebastian Kurz (1986-) recueille 31,5% des voix, les sociaux-démocrates de Christian Kern 26,9% des voix, le *FPÖ* d'Heinz-Christian Strache 26%.

**20 octobre 2017** : Sebastian Kurz est chargé de former un nouveau gouvernement.

**18 décembre 2017** : En tant que chef de gouvernement, Sebastian Kurz (1986-), âgé de 31 ans, président depuis 2017 du Parti populaire autrichien (*ÖVP*), parti conservateur et chrétien-démocrate, nomme Heinz-Christian Strache, président du *FPÖ*, vice-chancelier d'Autriche.

Christian Strache obtient cinq portefeuilles pour sa formation d'extrême droite :

- Christian Strache, ministre de la Fonction publique et des Sports
- Herbert Kickl (1968-), ministre de l'Intérieur
- Beate Hartinger-Klein (1959-), ministre de la Santé et des Affaires sociales
- Mario Kunazek (1976-), ministre de la Défense
- Norbert Hofer (1971-), ministre des Transports.

**5 juin 2018** : L'Autriche discute avec le Danemark et d'autres pays des Balkans, de la mise en place d'un « nouveau régime européen de l'asile » : il s'agit d'expulser hors du territoire de l'Union européenne les demandeurs d'asile ne pouvant rapidement être renvoyés et d'établir des camps de rétention soit au Kosovo, soit en Albanie, soit sur une île.

**Fin septembre 2018** : Sebastian Kurz, chancelier d'Autriche, et actuel président du Conseil de l'Union européenne, ce jusqu'en décembre 2018, renforce encore la politique anti-migrants :

- apprentissage désormais interdit aux demandeurs d'asile
  - politique d'expulsion renforcée
  - suppression prévue en 2019 de l'année d'intégration qui donne droit à des cours d'allemand afin de faciliter l'intégration au marché du travail
  - prise des téléphones portables et argent liquide en possession de tout migrant récemment arrivé en Autriche.
-

## ■ HONGRIE

### L'extrême droite au pouvoir avec Viktor Orbán

**1993** : Viktor Orbán (1963-) est élu président du *Fidesz-MPSz* (Alliance civique hongroise), à laquelle il impose un très net virage à droite.

**1998** : il est élu Premier ministre après les élections législatives.

**1999** : La Hongrie adhère à l'OTAN.

**2001** : Défait aux élections législatives, il entre dans l'opposition.

**2010** : Orban est réélu Premier ministre. Dans son discours d'intronisation, il évoque la création d'une « Euro-région hongroise », rappelant le rêve des « terres unies de Hongrie » cher aux Croix fléchées, mouvement qui soutint inconditionnellement Hitler et qui organisa de nombreux massacres de Juifs en Hongrie, notamment à Budapest de 1939 à 1945.

**Novembre 2010** : Les compétences de la Cour constitutionnelle sont limitées.

**1er janvier 2012** : La nouvelle constitution entre en vigueur, dite Loi fondamentale de Hongrie, votée uniquement par le *Fidesz*. Critiquée au début, mais fort timidement par l'Europe, comme en témoignent les travaux de la Commission du Conseil de l'Europe, dite Commission de Venise.

#### Les fêtes nationales sont inscrites dans la Constitution :

**20 août** : En mémoire de la fondation de la Hongrie par le roi Étienne 1<sup>er</sup> (vers 975 - 1038), canonisé en 1083. Rappelons que l'Ordre de Saint-Étienne de Hongrie fut introduit en 1764 par l'impératrice Marie-Thérèse, qu'il fut reconstitué en 1938 par le régent Miklos Horthy (1868-1957), puis aboli par la 2<sup>e</sup> République de Hongrie, et que depuis 2011 il est redevenu la plus haute décoration honorifique.

**23 octobre** : En mémoire de « la révolution et de la lutte pour l'indépendance de l'année 1956 ». À noter que cette révolution politique ouvrière contre le régime stalinien est toujours présentée comme une révolution anti-communiste et pro-capitaliste.

**11 mars 2013** : Le Parlement adopte une loi concernant le mariage, la famille et l'interdiction de l'avortement.

**15 mars 2013** : Des distinctions sont remises à Ferenc Szaniszló, journaliste qui avait comparé les Roms à des singes ; à Kornel Bakay, archéologue défendant des thèses anti-sémites ; à Janos Petras, un rocker adhérent de *Jobbik*.

**2014** : Viktor Orbán est reconduit dans ses fonctions.

**17 juin 2015** : La frontière hongroise avec la Serbie est fermée par une clôture de 4 m de haut.



**Depuis :**

- Fermeture totale de la frontière aux réfugiés, lutte contre les ONG
- Est punie par la loi toute insulte faite à la nation hongroise ou aux communautés nationales ethniques
- Un nouvel organisme est chargé de l'administration centrale de la justice
- Les Églises ne peuvent être reconnues que par le Parlement
- Les SDF peuvent être expulsés des lieux publics par loi ou décret municipal
- Le travail d'intérêt général est imposé aux Roms
- Une grande campagne médiatique est lancée contre les migrants et la lutte est organisée contre « la déferlante des africains ».

**8 avril 2018 :** Pour la troisième fois depuis 2010, Viktor Orban, Premier ministre à la tête du parti Fidesz remporte les élections législatives avec 48,9% des voix, un triomphe pour l'extrême droite. Viktor Orban a basé l'essentiel de sa campagne sur le refus de toute immigration et sur une « Europe chrétienne anti-islam ».

**Mercredi 20 juin 2018 :** Vote d'une loi impliquant que toute organisation qui apporte un soutien matériel aux immigrés ou les aide dans leurs démarches administratives pourra désormais être poursuivie en justice. Les ONG seront désormais imposées par le fisc hongrois à hauteur de 25%.

**Jobbik : Mouvement pour une meilleure Hongrie**

**1999 :** Naît le mouvement lycéen et étudiant *Jobboldali Ifjúsági Közösség* (Communauté de la jeunesse de droite). En 2003 Gábor Vona (1978-) transforme le *Jobbik* en un parti politique.

**2006 :** Gábor Vona est élu président du parti.

**2009 :** Élections européennes, *Jobbik* envoie trois députés siéger à Strasbourg. La même année est créée l'Alliance européenne des mouvements nationaux, lors du 6<sup>e</sup> congrès du *Jobbik*.

**Avril 2010 :** Le parti *Jobbik* remporte 16,7% des voix, soit 47 sièges à l'Assemblée nationale.

**2011 :** À Yöngyöspata, où a été élu un maire membre du *Jobbik*, on assiste à un défilé d'une milice hongroise, avec drapeau des Carpates (territoires perdus en 1920) et cartes de la Grande Hongrie, dans le quartier des Roms, aux cris de « Tziganes criminels ».

**2012 :** Gábor Vona demande que soit établie une liste des Juifs vivant en Hongrie possédant la double nationalité hongroise et israélienne, ce après une campagne antisémite menée par Márton Gyöngyösi (1977-), membre du parti.

**2014 :** *Jobbik* remporte 20,5% des voix aux élections législatives et obtient 23 sièges au Parlement hongrois.

**Juin 2014 :** Visite de Gábor Vona en Turquie où il déclare « Nos racines nationales sont avec les peuples d'Orient ».

## La montée des extrêmes droites en Europe

La propagande de ce parti néo-nazi a pour référentiel la Grande Hongrie, c'est-à-dire la partie hongroise de l'empire austro-hongrois avant la première guerre mondiale. *Jobbik* dénonce le Traité de Trianon, signé à Versailles le 4 juin 1920 et qui fit perdre à la Hongrie deux tiers de son territoire.

Contre le communisme internationaliste, contre les Juifs, contre les Tziganes, contre les « déviants homosexuels », mais aussi contre le libéralisme qui importe des produits étrangers à la « hungarité », ils rêvent de la Grande Hongrie, et veulent conserver les valeurs du peuple magyar avec notamment le *turul*, oiseau mythologique, et le retour à l'alphabet runique utilisé aujourd'hui sur les panneaux des municipalités d'extrême droite. Leur culture néo-païenne, spiritualité liée à l'esprit de la Nature, cherche à se rapprocher de celle des peuples d'origine turco-mongole. Gábor Vona, du reste, aime à se définir comme le petit-fils d'Attila, chef du peuple des Huns qui, au V<sup>e</sup> siècle, constitua un immense empire de l'Asie à l'Europe centrale et mourut au cours d'un combat contre les Romains.

Le festival *Kurultaj* est une bonne illustration de cette mouvance idéologique. Il a pour objectif de réunir les soi-disant descendants des Huns, et se tient chaque année dans la *puszta* hongroise où il accueille environ 250 000 participants.

**VOIR :** « Décibels et extrême droite en Hongrie : Le beau Danube noir », par Évelyne Pieiller, dans *Le Monde diplomatique*, novembre 2016, p. 22-25.

---

## ■ POLOGNE

### L'extrême droite au pouvoir en Pologne

**Mai 2006 :** Andrzej Lepper, fondateur en 1992 de *Samoobrona* : Autodéfense de la République de Pologne, parti politique d'extrême droite, est nommé Premier ministre chargé de l'agriculture.

Roman Giertych, dirigeant de la *Liga Polskich Rodzin (LPR)* : Ligue des familles polonaises qu'il fonde en mai 2001 et dirige, est nommé Vice-premier ministre et ministre de l'éducation.

Rafal Wiechecki, qui fut un supporter de foot et un membre actif de la Jeunesse de la Grande Pologne, groupuscule d'extrême droite connu pour ses actions violentes contre les féministes et les homosexuels, entré à la Ligue des familles polonaises, est nommé ministre de la Pêche, un poste de complaisance.

**11 novembre 2012 :** À l'occasion de la fête de l'Indépendance, les militants d'extrême droite organisent une marche à Varsovie qui s'achève dans la violence. Par la suite, se crée le *Ruch Narodowy (RN)* : Mouvement national, regroupement d'associations et de groupes

nationalistes d'extrême droite se réclamant de Roman Dmowski (1864-1939), théoricien antisémite qui défendait l'idée d'un état polonais fondé sur l'appartenance à la religion catholique et sur le rejet de toutes les « ethnies parasites ».

**25 mai 2015** : Aux présidentielles, le conservateur Andrzej Duda est élu avec 51,55% des voix, il est député du parti conservateur *Prawo i* : Droit et justice.

**Lundi 3 octobre 2016** : Dans toute la Pologne, les femmes habillées en noir manifestent contre le projet de loi visant à interdire totalement l'avortement même en cas de viol ou de grossesse menaçant la vie de la femme enceinte. Le Parlement finalement rejette le texte de loi.

**Mardi 7 octobre 2017** : Le jour de la fête du Rosaire de la Vierge Marie, célébration de la bataille navale de Lépante qui marqua la victoire de la chrétienté sur les Turcs en 1571, plus d'un million de Polonais récitent le rosaire le long des frontières avec l'Allemagne, la République tchèque, la Slovaquie, l'Ukraine, la Biélorussie, la Lituanie et la Russie, afin de « sauver la Pologne et le reste de l'Europe du nihilisme, de l'islamisme et du reniement de la foi chrétienne ».

**Lundi 11 novembre 2017** : Plus de 60 000 personnes, à l'appel de l'ONR (Camp national-radical), organisation qui reprend le nom du mouvement d'extrême droite créé en 1934, hurlent les mots d'ordre suivants : « Nous voulons Dieu », chant catholique polonais, « Pas de Pologne islamiste, pas de Pologne laïque mais une Pologne catholique », « Dieu, honneur et patrie », ou encore « Prions pour un holocauste des musulmans ». Ce grand rassemblement annuel, qui a démarré en 2009, est l'une des plus importantes manifestations néofascistes en Europe, et réunit nombre de représentants de l'extrême droite européenne ainsi que des leaders du mouvement suprématiste blanc américain. Une contre manifestation était organisée au même moment.

**6 février 2018** : Le président Andrzej Duda signe le texte de loi négationniste punissant d'une peine allant jusqu'à trois ans de prison toute personne « qui attribue à la République de Pologne et à la nation polonaise publiquement et contrairement à la réalité des faits, la responsabilité ou la coresponsabilité de crimes nazis perpétrés par le III<sup>e</sup> Reich allemand », donnant ainsi le pouvoir aux procureurs et aux juges de réécrire l'Histoire.

**Vendredi 23 mars 2018** : Un nouveau projet de loi est déposé par le *PiS* visant à durcir encore les lois anti-avortement : il s'agit d'interdire l'avortement en cas de grave malformation du fœtus.

**Mardi 19 septembre 2018** : Andrzej Duda et Donald Trump ont signé à la Maison Blanche un « partenariat stratégique entre la Pologne et les États-Unis pour la sauvegarde de la liberté et la prospérité ».

## ***Sprawiedliwość (PiS)***

Le Parti est fondé le 13 juin 2001 par les frères Jarosław et Lech Kaczyński.

**Octobre 2015** : le *PiS* remporte les élections législatives. En coulisse, Jarosław Kaczyński, qui est le président du *PiS* depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003, garde un réel pouvoir en conseillant le président, Andrzej Duda (1972-), ainsi que la Première ministre, Beata Szydło (1963-).

Le *PiS*, qui prône son attachement au catholicisme et défend ses convictions radicales concernant la morale, a rétabli la peine de mort, durci les sanctions pénales et interdit l'avortement.

Les mesures phares de ce gouvernement d'extrême droite sont les suivantes :

- Loi sur la fonction publique qui donne le pouvoir aux conservateurs de nommer les hauts responsables des principales institutions publiques, sans tenir aucun compte des concours : désormais le ministre du Trésor a pouvoir de nommer ou de révoquer les responsables des médias publics, qui étaient nommés auparavant par un concours organisé par le Conseil national de l'audiovisuel.
- Durcissement de la loi anti-avortement.

La Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie, 4 pays membres de l'Union européenne ayant adhéré à l'OTAN, ont formé le *Groupe de Visegrád (V4)* depuis le 15 février 1991. Ils ont refusé fermement les « quotas » de réfugiés proposés par l'Union européenne.

**Citation de Jarosław Kaczyński** : « Les migrants ont déjà apporté en Europe des maladies comme la dysenterie ou le choléra, aussi bien que toutes sortes de parasites et de protozoaires. »

## Autres partis et mouvements d'extrême droite polonais

### ***Narodowe Odrodzenie Polski (NOP)* : Renaissance nationale de la Pologne**

Le Parti est fondé le 10 novembre 1981 et il est dirigé par Adam Gmurczyk. Ses militants sont en majorité des skinheads. Le *NOP* est membre du Front national européen qui regroupe le Parti national démocrate pour l'Allemagne, la Phalange espagnole pour l'Espagne, Aube dorée pour la Grèce, *Forza Nuova* pour l'Italie et Nouvelle Droite pour la Roumanie.

*Radio Maryja*, média fondé en 1991 par Tadeusz Rydzyk, prêtre catholique, revendique trois millions d'auditeurs chaque semaine, et relaye prières et messes, entrecoupées de discours anti-européens, antisémites et ultraconservateurs.

### ***Samoobrona* : Autodéfense de la République de Pologne**

Fondé le 10 janvier 1992 par Andrzej Lepper (1954-2011), c'est un syndicat agricole et un parti d'extrême droite.

### ***Obóz Narodowo-Radykalny (ONR)* : Camp national-radical**

Ce mouvement créé en 1993 reprend le nom d'un mouvement d'extrême droite créé en 1934 et dissous en 1945. Marginal au départ, il prend de l'importance chez les jeunes notamment.

## **Liga Polskich Rodzin (LPR) : Ligue des familles polonaises**

Ce parti d'extrême droite fondé et dirigé depuis le 30 mai 2001 par Roman Giertych (1971-) est le soutien le plus important de l'Église catholique polonaise. Nommé ministre de l'Éducation de 2006 à 2007 Roman Giertych introduit dans les manuels scolaires les valeurs chrétiennes en Pologne et épure le corps enseignant de son personnel considéré comme marxiste.

## **Blood and Honour : Sang et honneur**

Réseau international néo-nazi de promotion de musique rock anticomuniste, il a repris le nom de la devise des jeunesses hitlériennes *Blut und Ehre*.

**28 mai 2006** : Le ministère polonais des Affaires étrangères demande la fermeture du site *Redwatch-Pologne*, hébergé aux États-Unis par l'organisation internationale d'extrême droite *Redwatch*. En effet, depuis janvier 2016, le site diffuse une liste de 16 journalistes polonais de gauche ou d'extrême gauche désignés par leur nom avec photos et adresses. Mais curieusement le procureur chargé de l'affaire ne répond pas à la demande des journalistes d'enquêter sur le groupe Sang et honneur, expliquant qu'il n'est pas possible d'identifier les membres de cette organisation en Pologne sous prétexte que leur site est hébergé sur le sol américain !

---

## ■ **RÉPUBLIQUE SLOVAQUE ou SLOVAQUIE**

À la fin de la Première guerre mondiale, la Slovaquie, suite au traité de Saint-Germain-en-Laye, fait partie de la Tchécoslovaquie. En 1939, la Slovaquie redevient indépendante, elle est dirigée par Jozef Tiso (1887-1947), antisémite et vassal d'Hitler. L'Armée Rouge, en 1945, l'arrête, il est pendu en 1947. La Slovaquie rejoint alors la Tchécoslovaquie. Le pays redevient indépendant le 1<sup>er</sup> janvier 1993, elle rejoint l'Union européenne le 1<sup>er</sup> mai 2004.

**25 février 2018** : Ján Kuciak, un journaliste qui enquêtait sur l'infiltration en Slovaquie de la mafia italienne, et sa compagne, Marina Kusnirova, sont assassinés. Cette enquête sur la fraude fiscale et les détournements de subventions européennes remontait jusqu'à Robert Fico, Premier ministre de Slovaquie et Robert Kaliňák, ministre de l'Intérieur.

Dans toutes les villes du pays et pendant trois semaines d'imposantes manifestations ont lieu réclamant une Slovaquie intègre.

**12 mars 2018** : Le ministre de l'Intérieur démissionne.

**14 mars 2018** : Le Premier ministre démissionne.

**22 mars 2018** : Le président de la République depuis le 15 juin 2014, Andrej Kiska, nomme Peter Pellegrini Premier ministre. Celui-ci forme un nouveau gouvernement. L'étendue de cette corruption systémique visant essentiellement des fonds de subventions européennes fait que l'enquête piétine pour le moment.

**VOIR** : Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP), A murdered journalist last investigation : <https://www.occrp.org/en/amurderedjournalistslastinvestigation/>

---

## ■ RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Comparée à d'autres pays, la République tchèque est un pays qui ne connaît pas un afflux migratoire important : c'est pourquoi les extrémistes de droite ont d'abord exercé leur haine sur les minorités tzigane et vietnamienne mais, comme le montre la récente campagne électorale des législatives de 2017, la vague xénophobe et islamophobe qui déferle notamment en Europe centrale leur permet maintenant de tenir des discours islamophobes dans un pays qui en 2016 n'a reçu que 415 demandes d'asile !

Depuis les années 2000, l'extrême droite n'a fait que raviver et renforcer la haine et l'exclusion des Roms. Rappelons que pendant la Seconde guerre mondiale, la quasi-totalité des Tziganes nés en Bohême et en Moravie ont d'abord été dans les camps de concentration d'Hodonin en Moravie, puis de Lety en Bohême puis ont été exterminés à Auschwitz. Donc les Roms qui vivent aujourd'hui en République tchèque sont des immigrés venus pour l'essentiel de Slovaquie. Cette minorité, environ 250 000 personnes, vit dans des ghettos, sans aucune perspective d'avenir.

### ***Národní strana (NS) : Parti national***

Le parti, dirigé par Petra Edelmánová (1975-), opposé au maintien de la République tchèque dans l'Union européenne, a créé en 2007 sa garde paramilitaire. En 2009, lors de la campagne pour les élections européennes, le parti défend l'idée « d'apporter une solution finale au problème des Roms » en les déportant en Inde. Le spot de la campagne reprenait des slogans comme « Non à l'intégration des inadaptables ».

Le Parti national, endetté et menacé de banqueroute, a été dissous par la Cour administrative suprême en 2013.

### ***Dělnická strana (DS) : Parti ouvrier***

Il a été fondé en 2003 par des militants dont la plupart sont associés à des groupes néonazis, comme *Národní odpor* ou Combat 182.

Le week-end des 19 et 20 avril 2009, en plus d'une manifestation de 300 néo-nazis à Usti-nad-Labem au nord de Prague, un groupe du *DS* incendie pendant la nuit une maison occupée par des Tziganes à Vitkov en Moravie du Nord : les parents et leur fillette de 2 ans sont grièvement brûlés. Suite à cet attentat le gouvernement interdit le Parti ouvrier en 2010. Le parti ne disparaît pas pour autant, il change simplement de nom et devient le *DSSS*.

### ***Dělnická strana sociální spravedlnosti (DSSS) : Parti ouvrier de la justice sociale***

En 2013 le *DSSS* organise des manifestations anti-Rroms en Bohême du Nord à Ostrava, mais aussi à Plzen, Usti-nad-Labem, Duchcov, Vitkov, České Budejovice, Krupka et Varnsdorf : plus d'une trentaine de marches qui ont généralement le soutien de la population.

**28 octobre 2013** : À Ostrava une marche des Rroms fait fuir les fascistes.

### ***Úsvit - Národní koalice : Aube - Coalition nationaliste [ou Úsvit přímé demokracie : Aube de la démocratie directe]***

Fondé le 1<sup>er</sup> juillet 2013 et dirigé par Tomio Okamura (1972-), c'est un parti d'extrême droite qui va disparaître le 5 mai 2015 et renaître sous un autre nom, le *SPD*.

### ***Svoboda a přímá demokracie – Tomio Okamura (SPD) : Liberté et démocratie directe***

Fondé le 5 mai 2015 et présidé par Tomio Okamura, le parti est membre du groupe politique européen Mouvement pour l'Europe des nations et des libertés (MENL), fondé par Marine Le Pen, qui a diffusé sur sa chaîne Youtube un message de soutien à Tomio Okamura à l'occasion des élections législatives d'octobre 2017.

On assiste aujourd'hui localement à une floraison de groupes paramilitaires, dont plusieurs à Prague, qui, jouant sur la peur et la désinformation, adoptent un discours islamophobe et veulent « stopper l'arrivée de centaines de milliers de terroristes musulmans ». Nombreux, parmi eux, soutiennent Poutine.

#### **Quelques dates**

**Entre 1972 et 1991**, il y a eu le scandale des femmes stérilisées sans leur consentement. En 2009 le gouvernement, qui n'a pas donné suite à une compensation financière pour ces femmes, s'est contenté de présenter ses excuses.

**22 mai 2009** : Le secrétaire général du Conseil de l'Europe a appelé les tribunaux tchèques à condamner le *Národní strana (NS)* : Parti national, pour son clip électoral qui commençait ainsi : « La solution finale de la question tzigane proposée par le Parti national est un mode d'emploi pour tous les États européens ».

**29 octobre 2013** : Les parlementaires votent une loi : « Qui refusera le travail n'obtiendra pas l'allocation d'urgence », loi pourtant qualifiée par le Conseil constitutionnel de loi du « travail forcé ». Cette allocation concerne avant tout la minorité Rrom.

**14 novembre 2013** : Tomio Okamura (1972-), parlementaire et président du parti d'extrême droite *Úsvit - Národní koalice* : Aube - Coalition nationaliste, suggère la déportation des Rroms dans un pays créé pour eux.

**21 août 2016** : Lors de la commémoration du Printemps de Prague sur la place Venceslas, une attaque terroriste est simulée par les membres du groupe Initiative déguisés en djihadistes et hurlant « *allahou akbar* » avec des tirs de fausses kalachnikovs à air comprimé.

**20-21 octobre 2017** : Aux élections législatives, on assiste à la victoire d'Andrej Babis (1954-) du mouvement *Akce nespokojených občanů (ANO)* : Action des citoyens mécontents, milliardaire populiste, baptisé « le Trump tchèque » et à la percée inattendue de l'extrême droite avec le *SPD* : Liberté et démocratie directe, du Tchéco-Japonais Tomio Okamura, qui obtient la deuxième place avec 10,6% des voix, soit 22 sièges. C'est une défaite totale pour le *ČSSD*, Parti social-démocrate et *pour le KSČM*, Parti communiste.

Andrej Babis ne rejette pas en bloc l'UE, mais a déjà invité l'Autriche, la Slovaquie et la Croatie à rejoindre le Groupe de Visegrad, afin de renforcer leur poids au sein de l'Union européenne sur les questions migratoires.

**12 juillet 2018** : Le gouvernement minoritaire tchèque du premier ministre Andrej Babis remporte le vote de confiance jeudi 12 juillet grâce au soutien des communistes.

**Dimanche 2 septembre 2018** : Sur un plateau de télévision tchèque, le Premier ministre milliardaire Andrej Babis commente les manifestations anti-migrants de l'est de l'Allemagne et déclare « Chemnitz est là, au coin de la rue ! J'ai expliqué en long et en large qu'il s'agit d'un combat pour préserver notre civilisation européenne et notre culture. Nous ne voulons pas vivre en Afrique ou au Proche-Orient ».

**VOIR** : <http://lahorde.samizdat.net/2015/12/15/les-peu-frequentables-amis-tcheques-du-front-national/>